



**OBSERVATOIRE CITOYEN POUR L'INSTITUTIONNALISATION DE
LA DÉMOCRATIE**

Rapport complet

**Enquête nationale sur les préoccupations de la
population et ses perceptions des valeurs et des
institutions de la démocratie**

Février 2022

TABLE DES MATIERES

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| TABLE DES MATIERES | i |
| TABLE DES GRAPHIQUES..... | ii |
| TABLE DES TABLEAUX..... | iii |
| LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES UTILISÉS | iv |
| AVANT-PROPOS | v |
| RÉSUMÉ EXÉCUTIF | vii |
| I. INTRODUCTION..... | 1 |
| II. MÉTHODOLOGIE..... | 2 |
| III. PRINCIPAUX RÉSULTATS..... | 4 |
| 3.1 Perception du plus grave problème d’Haïti en 2021 | 4 |
| 3.2 Désenchantement démocratique..... | 6 |
| 3.2.1 Insatisfaction par rapport à la situation des droits politiques | 6 |
| 3.2.2 Grande méfiance vis-à-vis des principales institutions du pays et des politiques | 6 |
| 3.2.3 Très peu d’intérêt pour les questions politiques | 9 |
| 3.2.4 Déclin significatif de l’intention de vote | 11 |
| 3.2.5 Sources d’information sur les questions politiques, dont les élections | 12 |
| 3.2.6 Participation à la vie associative et engagement politique | 13 |
| 3.3 Dilemme électoral | 14 |
| 3.3.1 Des élections nécessaires, mais jugées inopportunes dans le contexte actuel..... | 14 |
| 3.3.2 La question de l’enregistrement des citoyennes et des citoyens par l’ONI..... | 15 |
| 3.4 L’attachement à la démocratie et au pays mis à rude épreuve | 17 |
| 3.4.1 Velléité d’échanger la démocratie contre le développement économique | 18 |
| 3.4.2 Capitulation des citoyennes et citoyens ou désir de fuir le pays dès que possible | 18 |
| IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS | 19 |
| RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES..... | 21 |
| ANNEXES..... | 22 |
| A) Tableaux et données complémentaires | 22 |
| B) Questionnaire d’enquête (version creole) | 25 |
| C) Bulletin de suivi de l’environnement politique et sécuritaire | 36 |

TABLE DES GRAPHIQUES

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Figure 1: Perception du plus grave problème d’Haïti (2015 et 2021) | 5 |
| Figure 2: Perception des trois plus graves problèmes du pays par département | 5 |
| Figure 3: Niveau d'insatisfaction par rapport à la situation des droits politiques dans le pays | 6 |
| Figure 4: Niveau de mefiance de la societe dans les institutions du pays | 7 |
| Figure 5: Répartition des personnes interrogées selon leur intérêt pour les questions politiques .. | 9 |
| Figure 6: Intention d'aller voter aux prochaines elections pour les deux periodes (2015 et 2021) | 11 |
| Figure 7: Répartition des personnes interrogées selon la source d'information évoquée | 12 |
| Figure 8: Participation (souvent ou parfois) selon le type d'organisation..... | 13 |
| Figure 9: Opinions des personnes interrogées concernant les élections | 15 |
| Figure 10: Répartition des personnes interrogées déclarant leur enregistrement pour la CINU .. | 16 |
| Figure 11: Répartition des sondés selon les raisons du non-enregistrement pour la CINU | 17 |
| Figure 12: Répartition des personnes interrogées selon leur choix entre démocratie et développement économique..... | 18 |
| Figure 13: Répartition des personnes interrogées selon leur réponse à une opportunité de laisser le pays | 19 |

TABLE DES TABLEAUX

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Tableau 1 : Répartition des personnes interrogées selon l'âge et le genre | 3 |
| Tableau 2: Répartition des personnes interrogées selon leur opinion sur les politiques | 8 |
| Tableau 3: Répartition des enquêtées selon l'intérêt pour les questions politiques et le niveau d'étude | 10 |
| Tableau 4: Répartition de l'échantillon par département et selon le milieu de résidence | 22 |
| Tableau 5: Répartition des personnes interrogées selon le niveau d'étude et le genre..... | 22 |
| Tableau 6: Répartition des personnes interrogées selon le revenu mensuel déclaré et le genre... | 23 |
| Tableau 7: Répartition des personnes interrogées selon la confiance dans les institutions publiques | 23 |
| Tableau 8: Répartition des personnes interrogées selon la confiance dans les institutions politiques..... | 23 |
| Tableau 9: Répartition des personnes interrogées selon leur niveau de confiance dans les institutions religieuses..... | 24 |
| Tableau 10: Répartition des personnes interrogées selon leur niveau de confiance dans les autres institutions non étatiques..... | 24 |

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES UTILISÉS

OCID : Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie

ONG : Organisation non gouvernementale

NDI : National Democratic Institute / Institut Démocratique National

CINU: Carte d'Identification Nationale Unique

WVS: *World Value Survey*

IFES: International Foundation for Electoral Systems /Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux

CEP : Conseil Electoral Provisoire

TNH : Télévision Nationale d'Haiti

ONI : Office Nationale d'Identification

PNH : Police Nationale d'Haïti

AVANT-PROPOS

Lorsqu'en 2015, L'Initiative de la Société Civile, le Centre Œcuménique des Droits Humains et Jurimédia ont décidé de s'associer pour former l'OCID (Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie), ils se sont engagés à apporter une contribution au renforcement de la Démocratie dans quatre domaines particuliers :

1. D'abord la participation citoyenne, (S'assurer que les citoyennes et citoyens s'impliquent dans la vie civique et politique}
2. La représentation politique à travers les partis
3. Le processus électoral et finalement,
4. Le suivi des politiques publiques.

En tant qu'observatoire, l'OCID se devait non seulement d'intervenir dans ces domaines, mais aussi de jeter régulièrement un regard scientifique sur ces réalités pour faire un état des lieux et comprendre leur évolution. C'est ainsi que l'une des premières démarches de l'OCID en 2015 a été de réaliser une enquête nationale, en vue de dresser un diagnostic de l'engagement citoyen dans la perspective des élections qui devaient se tenir à cette époque. Aujourd'hui, 6 ans après, l'OCID a réalisé en Octobre 2021, une enquête à peu près similaire en vue de saisir les préoccupations et les perceptions de la population haïtienne par rapport à l'actualité socio-politique.

Les résultats de cette enquête présentent pour nous un triple intérêt. D'abord, ils donnent une image objective et non partisane de l'état d'esprit du citoyen haïtien et de la citoyenne haïtienne. Ensuite ils nous renseignent sur nos quatre domaines d'intervention : participation citoyenne, représentation politique, processus électoral, et politiques publiques. Finalement, ils nous indiquent l'évolution de l'état d'esprit de la population, de 2015 à 2021.

En ce qui concerne la participation citoyenne, nous courons le risque d'une véritable démission citoyenne. En effet, seuls 21 % de la population affirment un intérêt pour les questions politiques. Ce qui n'était pas le cas en 2015 où 40% reconnaissent un intérêt. Et ce désintérêt, ce n'est pas seulement pour la politique, mais pour le pays lui-même car 82% de la population est prête à quitter le pays s'ils en ont l'occasion. Mais attention, il ne s'agit que d'un risque, ce n'est pas encore la démission effective. Car 46 % disent qu'ils seraient disposés à voter aux prochaines élections. Au fond, selon moi, ce qu'expriment ces 79 % de désintérêt conjoncturel pour la politique et ces 82% d'intention de quitter le pays, c'est une grande déception de la population, en raison de ce qu'elle a vécu au cours de ces 6 dernières années.

Pour ce qui est de la représentation politique, les citoyens et citoyennes ne se reconnaissent guère dans leurs dirigeants politiques. Ils manifestent une énorme méfiance par rapport à eux. Le niveau de méfiance a été calculé pour trois catégories d'institutions : les institutions religieuses, les organisations non étatiques, (média, ONG, secteur des affaires) les organisations politiques. Ce sont ces dernières qui obtiennent le plus haut niveau de méfiance. En effet, pour les institutions religieuses, le taux de méfiance va de 52 à 74 %. Pour les organisations non étatiques, de 75 à 86 % et pour les institutions politiques, de 80 à 95 %. Un changement profond s'impose au niveau de la représentation politique.

Quid du processus d'enregistrement des citoyennes et des citoyens ? Alors qu'une partie importante de l'opinion publique haïtienne a beaucoup critiqué le nouveau système d'identification nationale, communément appelé système Dermalog (du nom de la Compagnie allemande qui l'a mis en place), les données de l'enquête démontrent qu'une large majorité de la population a pris le soin de se faire enregistrer. En effet, 85.7% des membres de la population se sont fait enregistrer et parmi eux, 88.7% ont déjà retiré leur carte, selon leur déclaration. A priori, ce fort taux d'enregistrement semble plaider en faveur de la faisabilité des élections. Par contre, les électeurs et électrices ne sont pas prêts à se rendre aux urnes dans n'importe quelle condition. 96.1 % préfèrent que les élections n'aient pas lieu si elles ne sont pas fiables. 69.5 % estiment que les conditions ne sont pas réunies pour de bonnes élections et 67.3 % exigent que les partis importants y participent pour qu'elles soient considérées comme valables.

Enfin, en ce qui concerne les politiques publiques, la population a perçu une profonde dégradation de la situation sécuritaire du pays. En effet, 62.2% de la population estiment que c'est le plus grave problème que connaît le pays aujourd'hui, alors qu'ils n'étaient que 9.1% à le penser en 2015. La politique économique qui en 2015 était la principale cause de préoccupation des citoyens et des citoyennes est passée en deuxième position avec 21 % malgré sa dégradation objective.

Le diagnostic posé par cette enquête est de nature à interpeller tout citoyen et toute citoyenne. Haïti n'est pas seulement un Etat failli, comme on le répète depuis plusieurs années. Elle projette l'image d'un Etat en pleine déliquescence. L'Etat n'arrivant plus à assurer la sécurité des vies et des biens et à freiner la chute de l'économie, les citoyens entrent dans une dynamique de sauve qui peut. Ils auraient bien voulu continuer à participer, à voter, pour doter le pays de nouveaux dirigeants plus conscients, plus responsables, plus compétents, ils doutent même de la capacité de cet Etat à organiser des compétitions électorales dignes de ce nom. Seule la formation concertée d'une élite à la fois sociale, intellectuelle, morale, politique et économique peut faire renaître l'espoir et la confiance, mobiliser les différentes couches de la population pour opérer les réformes indispensables et éviter le chaos.

En annexe au rapport, nous publions la synthèse d'un suivi de l'environnement politique du pays réalisé par l'OCID du 15 Juin au 15 Décembre 2021. C'est un complément précieux aux résultats de l'enquête.

Nous voulons remercier tous ceux qui ont rendu possibles ces travaux, d'abord le NDI, (Institut Démocratique National) pour son appui financier, l'équipe technique qui a assuré le caractère scientifique de l'enquête : Professeur Neil Nevitte de l'Université de Toronto, M. Joseph Denis Antoine, Statisticien ; Mme. Marguerite Saint-Louis, Programmeur ; M. Abdouel Doudou, Rédacteur Principal et M. Rico Chérustin, Coordonnateur du projet. Un mot spécial à nos moniteurs, à nos 1040 enquêteurs et nos opérateurs de saisie, qui ont travaillé avec beaucoup de dévouement en pleine période de grève, d'insécurité et de pénurie de carburant.

Rosny Desroches
Membre du Comité de Pilotage.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Introduction

Du 9 au 17 octobre 2021, l'*Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie* (OCID) a mené une enquête nationale sur les préoccupations de la population haïtienne et ses perceptions des valeurs et des institutions démocratiques. Celle-ci fait suite à une première du genre qui avait été réalisée par le consortium au mois de mai 2015. Au total, 1020 enquêteurs et enquêtrices ont été déployés en 510 paires à travers les dix départements géographiques du pays pour conduire des interviews en face à face avec un échantillon national de 3,600 Haïtiennes et Haïtiens. Les 3,600 ménages de l'échantillon ont été sélectionnés selon la méthode de la marche aléatoire, et les enquêteurs et enquêtrices ont dû choisir des personnes âgées de 18 ans au moins, en prenant le soin d'inclure systématiquement des jeunes, des femmes et des personnes âgées. Cet échantillon aléatoire et très représentatif permet d'extrapoler les résultats de l'enquête à la population, avec une faible marge d'erreur (+/- 1.5%) et un niveau de confiance de 95 %.

Aperçu des principaux résultats

L'analyse des données recueillies a permis de dégager deux ordres de constats : d'une part, une population extrêmement préoccupée par sa survie face à une insécurité intenable et multiforme, et d'autre part, une atmosphère de désenchantement démocratique alimentée par une crise de confiance généralisée et un désintérêt sans précédent pour les questions politiques, et en particulier les élections.

Perception du plus grave problème d'Haïti

À la question ouverte posée aux sondés sur ce qu'ils perçoivent comme le plus grave problème auquel le pays est confronté actuellement, 62.2% d'entre eux ont fait référence à l'insécurité civile (enlèvements et séquestration, prolifération de gangs, banditisme, violence, etc.). En dépit de quelques différences entre les départements géographiques du pays (par exemple, 75% dans l'Ouest, 63.7% dans le Sud-est, 60.6% dans l'Artibonite, 44.4% dans le Nord-est, 46.6% dans le Centre), cette tendance reflète globalement la situation au niveau national. Il convient de signaler qu'en 2015, l'insécurité était la première préoccupation pour seulement 9% des personnes interrogées, alors que 66% d'entre elles considéraient les problèmes économiques (cherté de la vie, insécurité alimentaire, chômage, pauvreté) comme la première urgence à prendre en compte. Quant aux problèmes politiques (instabilité, absence de gouvernement, non tenue d'élections, etc.), ils ne préoccupent qu'environ 9% des sondés.

Désenchantement démocratique

Qu'il s'agisse de l'insatisfaction de la population par rapport à la situation des droits politiques, de sa grande méfiance vis-à-vis des principales institutions du pays ou de son faible niveau d'engagement politique, les données de l'enquête révèlent un véritable désenchantement démocratique dans le pays.

En effet, les données démontrent un niveau d'insatisfaction de la population relativement élevé par rapport à la jouissance des droits politiques visés dans l'enquête (vote, liberté d'opinion et d'expression, liberté de la presse, liberté d'association et de réunion). Environ 76.6% des sondés déclarent être peu satisfaits ou insatisfaits du respect du droit de vote dans le pays. Ce

pourcentage passe à 61.3% pour le droit à la liberté d'opinion et d'expression ; à 59.9% pour la liberté de la presse et à 46.5% pour la liberté d'association et de réunion.

En plus de leur grande insatisfaction de la situation des droits politiques, une très large majorité des sondés n'a aucune confiance ou que peu de confiance dans les institutions du pays, en particulier celles du système électoral. Mentionnons plutôt les scores ou niveaux de méfiance pour la plupart des institutions qui sont en tête du peloton : le Parlement (95.1%), les Partis politiques (95%), le CEP (90.1%), l'appareil judiciaire (86.2%), par exemple. De même, ils n'ont pas confiance dans les politiques. Une grande majorité d'entre eux pensent que les politiciens ne se soucient guère de leur sort (83.3%) et qu'ils mentent pour se faire élire (94.8%).

Il est vrai que, pour une proportion assez significative des répondants, la réponse à la question de savoir à quelle fréquence ils participent à l'une des trois formes d'organisation visées dans l'enquête, est « souvent ou parfois » (78.2% pour les organisations religieuses, 53.6% pour les organisations de loisirs et 40% pour les associations caritatives ou humanitaires). Cependant, le niveau d'engagement politique des sondés reste, à bien des égards, très faible.

D'abord, environ 79% des personnes interrogées déclarent n'avoir point d'intérêt pour les questions d'ordre politique, une tendance qui était à 58% en 2015. Seulement 7.4% affirment être très intéressées par la politique (contre 17% en 2015¹). Ensuite, à la question s'ils ont ou non l'intention de voter aux prochaines élections, seulement 46 % des sondés ont répondu par l'affirmative (contre 64% en 2015). Et environ un tiers (32.5 %) des sondés ont répondu catégoriquement n'avoir aucune intention d'aller voter et 15.7% déclarent n'avoir pas encore pris de décision à ce sujet, tandis qu'ils étaient 23% à répondre « non » et 13% à être indécis en 2015². Enfin, pour ce qui concerne les formes de participation politique non traditionnelle (grèves, manifestations pacifiques, protestations sur les réseaux sociaux, pétitions, désobéissance civile, actions directes), les pourcentages des sondés affirmant en avoir déjà fait l'expérience sont assez bas : 12.9% pour la pétition, 17.8% pour les manifestations pacifiques, 23.2% pour les grèves, 14.2% pour les protestations sur les réseaux sociaux, 10% pour les actes de désobéissance civile et 2.4% pour les actions directes (barricades, pneus enflammés, jets de pierre sur véhicules, etc.).

Dilemme électoral et velléité de tourner le dos à la démocratie et au pays

Bien qu'une large frange du personnel politique du pays attend d'être renouvelée à travers des élections depuis plus de deux ans déjà, une très forte majorité des citoyennes et des citoyens interrogés au cours de l'enquête croient que la république d'Haïti n'est pas prête en ce moment pour des élections. Pas moins de 96.1% d'entre eux déclarent préférer la non tenue d'élections à des élections qui ne soient pas crédibles, 69.5% affirment que les conditions ne sont pas encore réunies pour organiser un scrutin et 63.7% estiment que la participation de partis politiques importants est une condition sine qua non pour avoir de bonnes élections. Par ailleurs, si 85.7 % des personnes interrogées déclarent avoir été déjà enregistrées pour la Carte d'Identification Nationale Unique (CINU) et 88.7 % d'entre elles affirment détenir déjà leur carte, il n'en demeure pas moins vrai que 14.3% des répondants n'ont pas pu encore se faire enregistrer. Et des observations relevées par l'OCID, notamment dans le cadre de son programme de suivi de l'environnement politique, tendent à confirmer des craintes exprimées

¹ OCID, *Diagnostic de l'engagement citoyen dans la perspective des élections de 2015 en Haïti*, juillet 2015, p. 7

² OCID, op. cit., p. 15

par la plupart des acteurs politiques que le nouveau système d'identification permette d'émettre plusieurs cartes aux mêmes destinataires³. D'où la nécessité d'un audit technique dudit système comme préalable à la tenue des consultations électorales. C'est donc le dilemme électoral, qui vient complexifier encore plus la crise politique.

Et, comme pour abdiquer devant les difficultés de consolidation du système démocratique, plus de trois quarts des sondés (77.1 %) optent pour le développement économique à la place de la démocratie. Le sombre tableau est complété par une donnée peu surprenante, mais quand même déroutante : 82.4% des personnes interrogées sont dans l'expectative pour s'enfuir du pays à la première opportunité qui se présenterait à elles.

Conclusion et recommandations

Parmi les défis révélés par les résultats qui précèdent, il convient de noter les questions lancinantes que voici :

- Comment restaurer la confiance du public dans les différentes catégories d'institutions de la république, en particulier les institutions politiques (Parlement, Partis politiques, Justice par exemple) formant le socle du système démocratique ?
- Comment redonner aux citoyennes et aux citoyens un sentiment de sécurité personnelle ?
- Comment encourager les Haïtiens et les Haïtiennes à se réengager dans les processus politiques qui sont la clé d'un régime démocratique performant ?

Il ressort de ces résultats et des défis susmentionnés que les acteurs politiques et de la société civile haïtienne devraient s'atteler à mettre en œuvre les recommandations suivantes :

- a) Porter les autorités de facto en place à tout mettre en œuvre pour rétablir la sécurité, protéger la population et assurer un climat favorable à l'organisation des prochaines élections ;
- b) Mettre en place des programmes de sensibilisation aux valeurs démocratiques au profit de la population ;
- c) Dégager un très large consensus entre les acteurs pour fixer un cadre normatif minimal devant guider cette période de vide institutionnel par des élections crédibles et démocratiques ;
- d) Développer un programme de relance économique pour soulager la souffrance de la population et réduire l'insécurité alimentaire ;
- e) Inciter les Partis politiques à se démocratiser et à formuler des offres politiques plus crédibles qui pourraient motiver les citoyennes et les citoyens à s'engager dans les processus politiques ;
- f) Envisager des études sociologiques et anthropologiques visant à cerner les diverses causes de la méfiance de la population vis-à-vis des institutions du pays et à produire des recommandations pour y remédier progressivement ;
- g) Engager des actions de socialisation politique à tous les niveaux (écoles, églises, associations, médias, partis politiques, universités) pour améliorer le rapport des Haïtiennes et des Haïtiens à la politique.

³ Le *Bulletin de suivi de l'environnement politique et sécuritaire du pays* annexé au rapport global de l'enquête fait état de 35% des 137 agents interviewés qui ont confirmé avoir déjà rencontré deux CINU pour une seule et même personne.

I. INTRODUCTION

Lorsqu'en juin 2015, l'*Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie* (OCID) publia son premier rapport d'enquête nationale sur l'engagement citoyen dans le contexte préélectoral, le peuple haïtien se préparait à des élections générales pour tenter de mettre fin à une crise politique et d'apporter des réponses aux problèmes économiques, sociaux et sécuritaires qui le préoccupaient. Avec beaucoup de difficultés, ce processus électoral a pu être bouclé presque deux ans plus tard, permettant ainsi le renouvellement du personnel politique à tous les niveaux à partir du 7 février 2017. Cependant, loin de pouvoir combler les nombreuses attentes qu'elle suscitait, la prise de fonction des nouveaux élus en 2016 et 2017 n'a fait que replonger le pays dans une crise multidimensionnelle sans précédent, avec pour résultante une situation économique des plus désespérantes, des troubles sociaux à répétition, une insécurité multiforme et insupportable, le démantèlement des institutions démocratiques et une impasse politique déconcertante.

C'est dans un tel contexte que, du 9 au 17 octobre 2021, l'OCID a mené une enquête nationale sur les préoccupations de la population haïtienne et ses perceptions des valeurs et des institutions démocratiques⁴. A travers cette enquête, l'Observatoire se donne pour principal objectif de contribuer à une meilleure compréhension de l'environnement politique, des enjeux politiques et des préoccupations de la population haïtienne afin d'en faciliter la prise en compte dans les perspectives de résolution de la crise.

Le présent rapport complet reprend et complète les données et analyses du rapport de synthèse de l'enquête publié le 29 décembre 2021, dans le cadre d'un atelier virtuel de présentation des résultats de l'enquête aux acteurs politiques et de la société civile, ainsi que celles diffusées au cours des ateliers organisés à Pétion-Ville sous format mixte (présentiel et virtuel) les 26 et 27 janvier 2022. Il rend compte de l'ensemble du processus de l'enquête et en décrit globalement les résultats pour en dégager des conclusions et recommandations.

Étant donné que cette enquête fait suite à un sondage similaire conduit par l'OCID il y a environ six ans, nous nous sommes proposé de comparer certaines fois les résultats de ces deux exercices pour juger des variations, en particulier lorsque celles-ci s'avèrent significatives. Des analyses comparatives interviennent également en regard des données d'une enquête de 2017 commanditée par l'IFES en Haiti et de celles de la septième vague des sondages de la *World Value Survey* (WVS) menés dans plusieurs pays (États-Unis d'Amérique, République Dominicaine, Canada, Porto-Rico, France).

Si cette enquête nationale dont nous présentons ici les résultats peut être considérée sans conteste comme un diagnostic utile pour éclairer la plupart des grandes décisions concernant l'avenir politique immédiat du pays, il n'en demeure pas moins qu'elle comporte quelques limites inhérentes à sa nature même. En effet, nous n'y avons pas pu explorer les causes de la méfiance, ni traité suffisamment de celles du désintérêt pour la politique, par exemple. De telles questions méritent encore d'être creusées au travers d'études plutôt qualitatives.

⁴ Cette initiative a été rendue possible grâce à l'assistance technique du *National Institute for Democracy* (NDI) et au soutien financier de l'USAID. Le Comité de pilotage de l'OCID en profite pour remercier ces fidèles partenaires du Consortium de leur précieux appui.

II. MÉTHODOLOGIE

Pour son enquête nationale sur les préoccupations de la population haïtienne et ses perceptions des valeurs et des institutions démocratiques réalisée, du 9 au 17 octobre 2021, l'OCID a collecté des données auprès d'un échantillon aléatoire et représentatif de 3,600 ménages. Le nombre de ménages servant de base de sondage (N) est tiré de l'estimation de la population réalisée en mars 2015 par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). Il s'agit là des données les plus récentes disponibles que l'on a pu obtenir, puisque du nouveau recensement probablement en cours de finalisation ne sont pas encore disponibles. La taille de l'échantillon pour les différents départements géographiques du pays a été déterminée au prorata du nombre total de ménages dont dispose chaque département. Le tableau 4 inséré en annexe du présent rapport présente la répartition de la taille de l'échantillon de ménages dans les dix départements selon le milieu de résidence (rural ou urbain).

Comme instrument de collecte des données, un questionnaire structuré a été développé par l'équipe technique de l'OCID, suite à beaucoup de discussions entre ladite équipe et les experts du NDI, partenaire de l'OCID soutenant l'initiative. Il a été testé au début de la formation des enquêteurs et enquêtrices à Pétiion-Ville et dans une zone rurale de Kenscoff pour prendre en compte les deux milieux de résidence. À la suite du pré-test, une séance de travail a été tenue pour en analyser les résultats, en tirer des leçons et finaliser le questionnaire devant servir à la fois pour des simulations lors de la formation des enquêteurs/enquêtrices et la collecte des données. Un protocole d'utilisation de l'instrument a été aussi développé et mis à la disposition des responsables régionaux de collecte et des enquêteurs/ enquêtrices.

Au total, 1020 enquêteurs et enquêtrices ont été déployés en 510 paires à travers les dix départements géographiques du pays pour conduire des interviews en face à face avec un échantillon national de 3,600 Haïtiennes et Haïtiens. Le choix du nombre d'enquêteurs/ enquêtrices déployés par département a été au prorata du nombre de ménages à interviewer. Pour la collecte des données, chaque paire d'enquêteurs/enquêtrices a réalisé en moyenne sept entrevues. Les 3,600 ménages de l'échantillon ont été sélectionnés selon la méthode de la marche aléatoire, et les enquêteurs et enquêtrices ont dû choisir des personnes âgées de 18 ans au moins, en prenant le soin d'inclure systématiquement des jeunes, des femmes et des personnes âgées. Cet échantillon aléatoire et tout à fait représentatif permet d'extrapoler les résultats de l'enquête à la population, avec une faible marge d'erreur (+/- 1.5%) et un niveau de confiance de 95 %.

Au fur et à mesure que les questionnaires remplis sont ramenés à l'OCID, une lecture critique est faite de chaque questionnaire afin de cibler au plus tôt les problèmes susceptibles d'affecter la cohérence et la validité des données. Ils ont été ensuite transmis à une équipe d'opérateurs et d'opératrices qui devaient saisir toutes les informations dans une base de données, à partir d'une application informatique conçue à cet effet. Enfin, les données sont traitées et analysées avec des logiciels appropriés pour faciliter la production de plans d'analyse devant servir à la rédaction des rapports de synthèse et complet assurant la diffusion des résultats.

Le tableau 1 ci-après donne un aperçu du profil sociodémographique des sondés. En effet, comme on devait s'y attendre, une proportion assez significative des répondants participant à l'enquête sont relativement jeunes : 48% d'entre eux sont âgés de 18 à 34 ans. Une écrasante majorité d'entre eux, soit 92.6%, font partie de la catégorie active de la population haïtienne (18 à 64 ans). Les personnes de 65 ans et plus interrogées dans cette enquête ne représentent que 6.8%. Les femmes comptent pour 50.2% des répondants, contre 49.8% d'hommes. Enfin, 34.8 % des

répondants ont atteint un niveau d'étude secondaire, 18.9 % un niveau universitaire et 17.8 % seulement le niveau fondamental.

Tableau 1 : Répartition des personnes interrogées selon l'âge et le genre

| Tranche d'âge | Sexe | | Total |
|--------------------------|---------------|---------------|---------------|
| | Homme | Femme | |
| 18 - 24 ans | 25.3% | 22.3% | 23.8% |
| 25 - 34 ans | 25.4% | 24.2% | 24.8% |
| 35 - 44 ans | 18.4% | 17.0% | 17.7% |
| 45 - 54 ans | 14.5% | 15.9% | 15.2% |
| 55 - 64 ans | 9.6% | 12.3% | 11.0% |
| 65 ans et plus | 6.0% | 7.6% | 6.8% |
| <i>Refus de répondre</i> | 0.8% | 0.5% | 0.6% |
| Total | 100.0% | 100.0% | 100.0% |

III. PRINCIPAUX RÉSULTATS

Cette section du rapport exposera succinctement les plus grandes préoccupations de la population haïtienne en 2021, sa déprime démocratique (pour reprendre une formule frappante de l'Editorialiste Hérold Jean-François⁵) aux manifestations diverses (insatisfaction par rapport à la situation des droits politiques, méfiance vis-à-vis des institutions, désengagement citoyen, etc.), l'enigme des élections à la fois indispensables et inopportunes au cœur de l'impasse politique, le désamour vis-à-vis de la démocratie que la majorité souhaiterait échanger contre le développement économique, le rêve de s'émigrer à la première opportunité qu'elle pourra saisir.

3.1 Perception du plus grave problème d'Haïti en 2021

À la question ouverte posée aux sondés sur ce qu'ils perçoivent comme le plus grave problème auquel le pays est confronté actuellement, 62.2% d'entre eux ont fait référence à l'insécurité civile (enlèvements et séquestration, prolifération de gangs, banditisme, violence, etc.). Il convient de signaler qu'en 2015, l'insécurité était la première préoccupation pour seulement 9% des personnes interrogées, alors que 66% d'entre elles considéraient les problèmes économiques (cherté de la vie, insécurité alimentaire, chômage, pauvreté) comme la première urgence à prendre en compte. Il est donc déconcertant de constater combien la sécurité du peuple haïtien s'est dégradée en l'espace de 6 ans. Viennent ensuite les problèmes économiques (cherté de la vie, insécurité alimentaire, chômage, pauvreté) avec 21.5% des sondés, les problèmes politiques (instabilité, absence de gouvernement, etc.) avec 9.1% des personnes interrogées et les autres problèmes (catastrophes naturelles, santé, etc.) avec 7.2%.

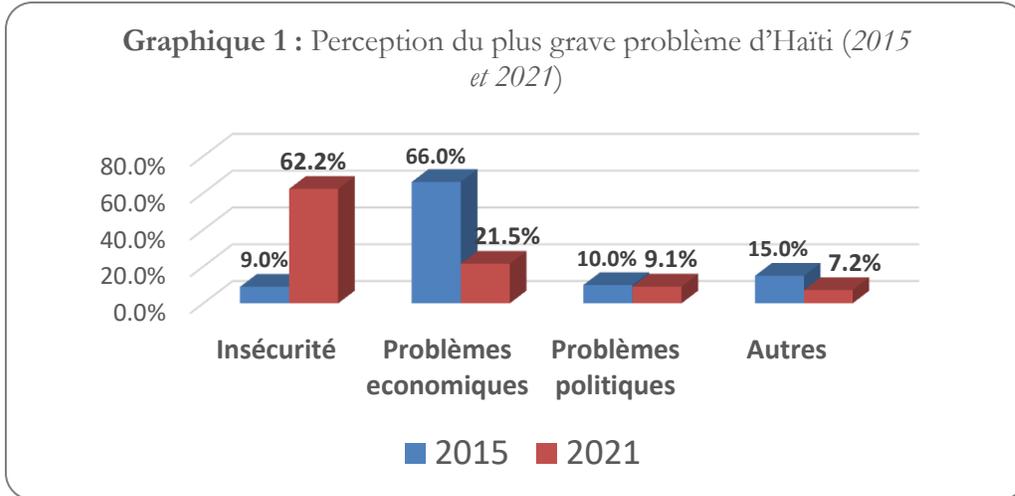
Il convient de souligner qu'en 2015, les problèmes économiques préoccupaient 66% de la population. Cette tendance observée semble un peu paradoxale, compte tenu du fait que la situation économique du pays est loin d'être meilleure aujourd'hui qu'en 2015. Le fait est que les gens craignent beaucoup plus pour leur vie face à la menace de l'insécurité persistante. Dans de telles conditions, point n'est besoin de souligner que les questions politiques, comme les élections par exemple, passent absolument au second plan.

Et dire qu'en dépit de l'extrême gravité du problème de l'insécurité, on ne voit guère se manifester une volonté politique de désarmer les gangs et d'habiliter les forces de l'ordre à intervenir efficacement tant dans l'axe prévention que dans l'axe répression de la criminalité. Or, au-delà des causes structurelles liées à la lutte des masses des quartiers populaires pour « sruivre dans la jungle des inégalités sociales » qui font que les préoccupations d'une grande majorité de la population ne dépassent pas « le niveau du ventre »⁶, un des facteurs déterminant de l'insécurité est l'impunité confortée par la faiblesse des institutions d'application de la loi, en particulier de la Police Nationale d'Haïti (PNH). Voici un exemple aussi pratique que banal pour illustrer cette réalité : dans 62% des 357 incidents enregistrés dans le cadre du programme de suivi de l'environnement politique par les moniteurs et monitrices de l'OCID à travers les 10 départements du pays, du 15 septembre au 15 décembre 2021, la PNH était absente. En fait, il a été rapporté qu'elle a pu intervenir seulement dans 20% des cas (voir le Bulletin de suivi en annexe du présent rapport).

⁵ Dans son ouvrage *Citoyenneté et Etat de droit* publié aux éditions Médiaték, p. 52.

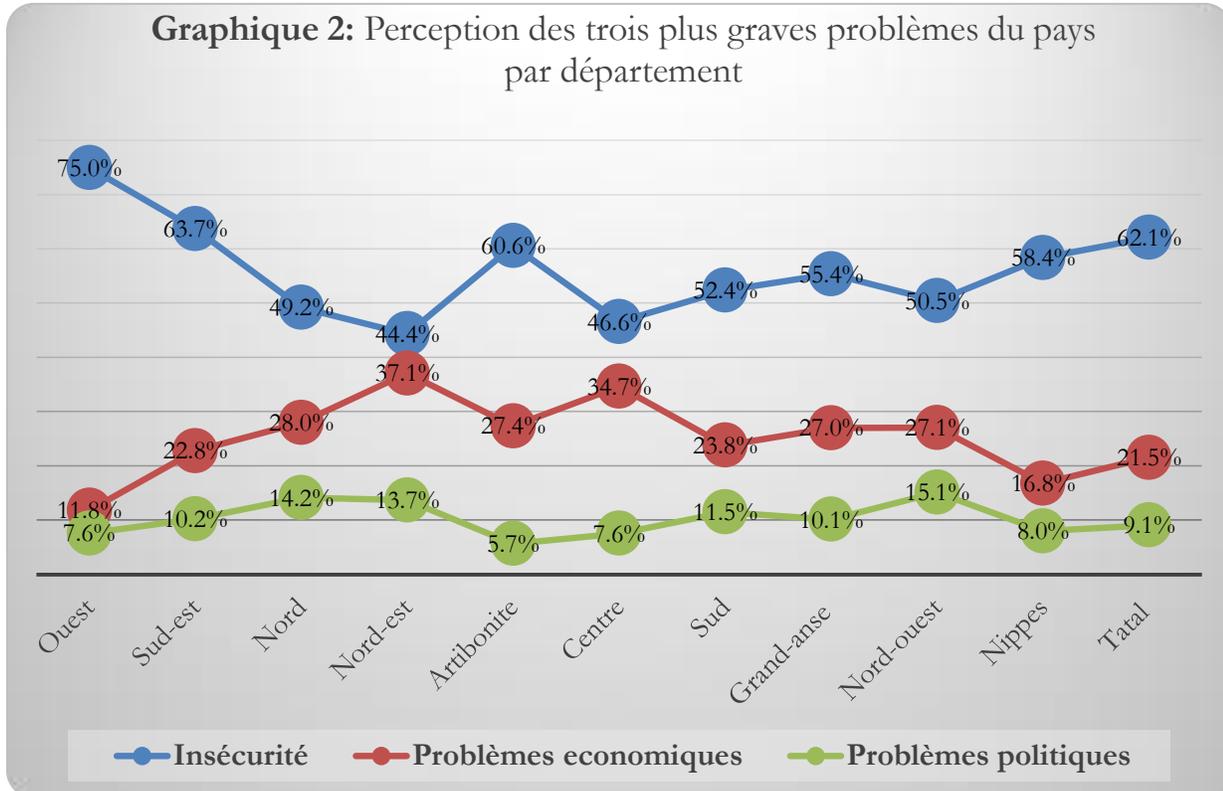
⁶ Hérold Jean-François, op. cit., p. 41

Figure 1: Perception du plus grave problème d’Haïti (2015 et 2021)



En dépit de quelques différences entre les départements géographiques du pays (par exemple, 75.0% dans l’Ouest, 63.7% dans le Sud-est, 60.6% dans l’Artibonite, 44.4% dans le Nord-est, 46.6% dans le Centre), cette tendance reflète globalement la situation au niveau national (voir graphique 2)

Figure 2: Perception des trois plus graves problèmes du pays par département



3.2 Désenchantement démocratique

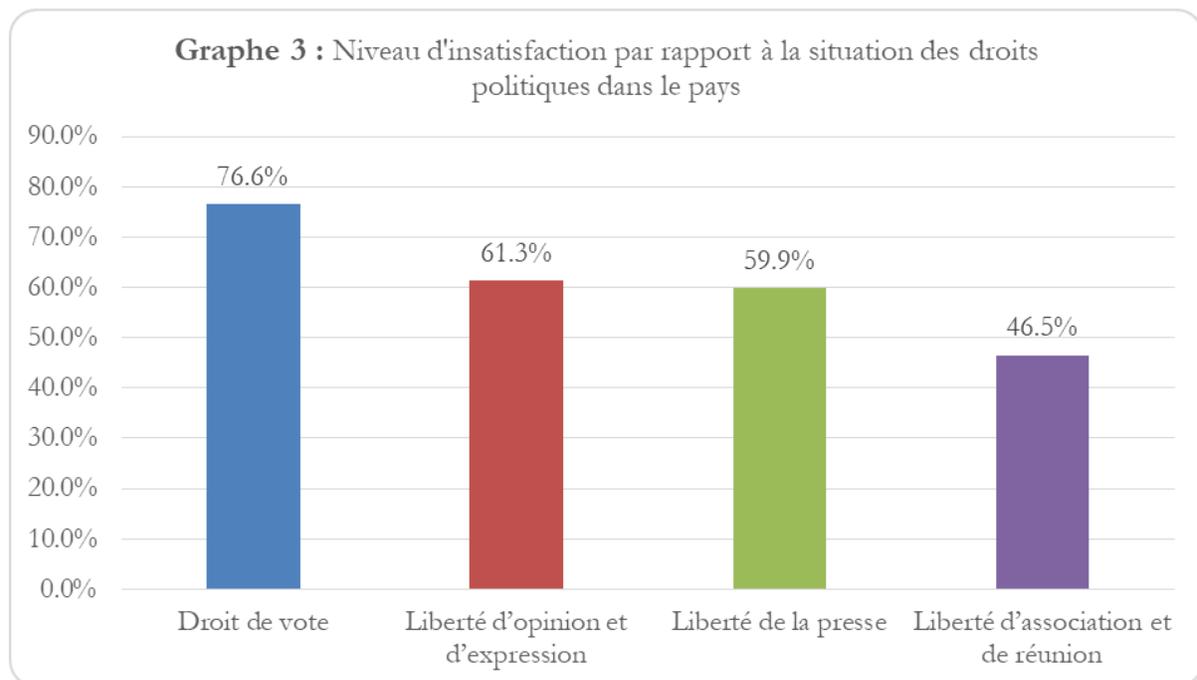
Qu'il s'agisse de l'insatisfaction de la population par rapport à la situation des droits politiques, de sa grande méfiance vis-à-vis des principales institutions du pays ou de son faible niveau d'engagement politique, les données de l'enquête révèlent un véritable désenchantement démocratique dans le pays.

3.2.1 Insatisfaction par rapport à la situation des droits politiques

L'enquête cherchait à évaluer le niveau de satisfaction de la population par rapport à la jouissance de certains droits politiques, tels : vote, liberté d'opinion et d'expression, liberté de la presse, liberté d'association et de réunion.

En effet, les données collectées et analysées démontrent un niveau d'insatisfaction, relativement élevé par rapport à la jouissance de ces droits. Tel qu'il apparaît dans le graphique 3 ci-dessous, environ 76.6% des sondés déclarent être peu satisfaits ou insatisfaits du respect du droit de vote dans le pays. Le taux de répondants peu satisfaits ou insatisfaits pour le droit relatif à la liberté d'opinion et d'expression est de 61,3% ; viennent ensuite la liberté de la presse avec 59,9% et la liberté d'association et de réunion avec 46.5%.

Figure 3: Niveau d'insatisfaction par rapport à la situation des droits politiques dans le pays



3.2.2 Grande méfiance vis-à-vis des principales institutions du pays et des politiques

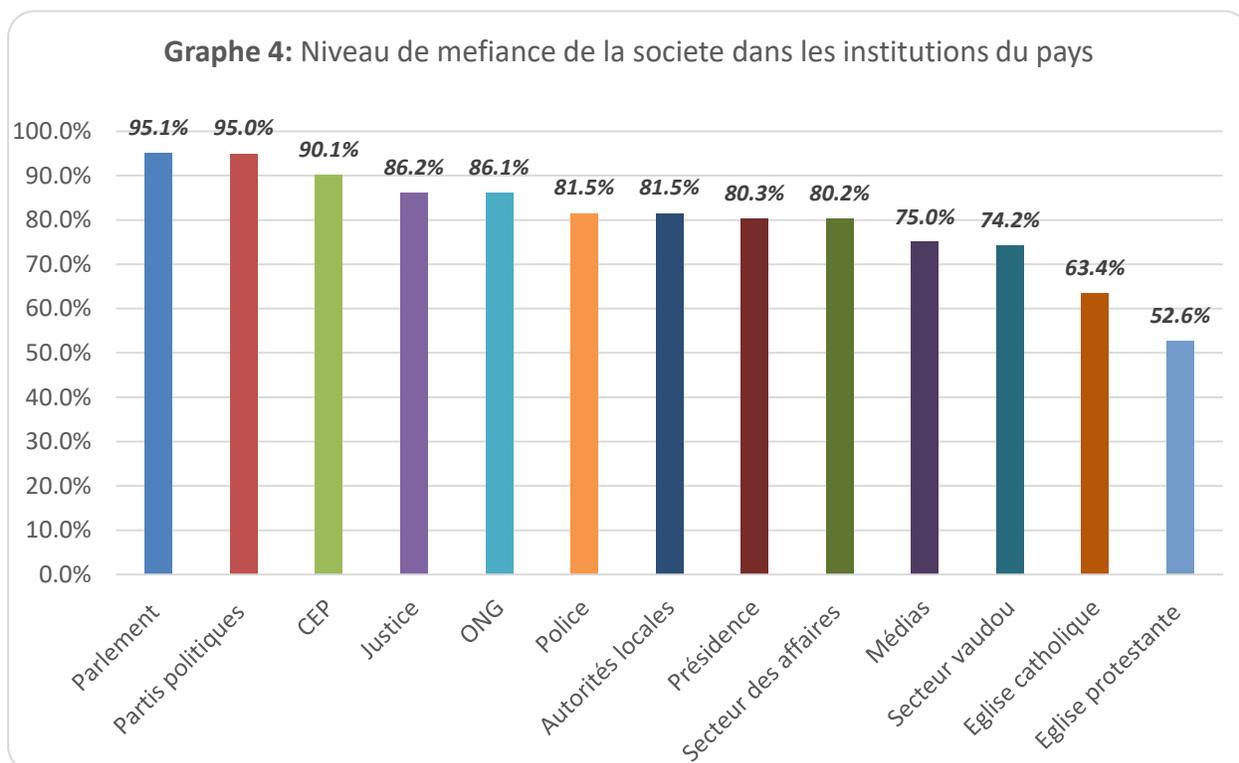
En plus du fait qu'ils sont surtout absorbés par le phénomène de l'insécurité et qu'ils estiment le contexte actuel non propice à l'organisation de joutes électorales, les sondés font état d'un très faible niveau de confiance dans les institutions du pays et dans les politiques. Qu'il s'agisse

des institutions étatiques d'une manière générale (Présidence, Parlement, CEP, Justice, Police, Autorités locales), des institutions politiques en particulier (Présidence, Parlement, CEP, Autorités locales, Partis politiques), des institutions religieuses (Église catholique, Églises protestantes, Vaudou) ou des autres institutions non étatiques (Médias, ONG, Secteur des affaires) considérées dans l'enquête, les Haïtiens et les Haïtiennes ne leur font guère confiance.

Les résultats indiquent, globalement, que le niveau de confiance de la population, tant dans les institutions que dans les personnalités politiques appelées à les diriger est dangereusement faible.

Les données du graphique 4 montrent qu'une très large majorité des sondés déclarent n'avoir aucune confiance ou n'avoir que peu de confiance, tant dans les institutions publiques considérées dans l'enquête (95.1% pour le Parlement, 95.0% pour le CEP, 86.2% pour la Justice, 81.5% pour la Police et les Autorités locales, 80.3% pour la Présidence), que dans des institutions non étatiques (95% pour les partis politiques, 86.1% pour les ONG, 80.2% pour le secteur des affaires, 75% pour les médias, 74.2% pour le Vaudou, 63.4% pour l'Église catholique et 52.6% pour les Églises protestantes).

Figure 4: Niveau de mefiance de la societe dans les institutions du pays



S'il est vrai que ces données s'avèrent préoccupante même au premier coup d'œil, l'acuité de la crise de confiance dans le milieu haïtien nous apparaît plus clairement lorsque nous procédons à une analyse comparative des données avec les tendances observées dans d'autres pays. À partir des

données de la septième vague des sondages de la *World Value Survey* (WVS)⁷, comparons les pourcentages de sondés déclarant « ne pas faire confiance ou ne pas faire confiance du tout » aux institutions suivantes :

- ❖ Le Parlement, 95.1% (contre 87.6% en République Dominicaine, 85.8% à Porto-Rico et aux Etats-Unis d'Amérique, 64.5% en France et 54% au Canada) ;
- ❖ Les Partis politiques, 95% (contre 91.3% en République Dominicaine, 90.2% à Porto-Rico, 89.8% aux Etats-Unis d'Amérique, 83.7% en France et 75.8% au Canada) ;
- ❖ Le Conseil Electoral, 90.1% (contre 76.7% à Porto-Rico, 58.9% aux Etats-Unis d'Amérique et 43.2% au Canada) ;
- ❖ Le Secteur privé des affaires, 80.2% (contre 69.2% aux Etats-Unis d'Amérique, 62.9% au Canada, 60.6% en France, 60.5% à Porto-Rico et 53.3% en République Dominicaine) ;
- ❖ Les ONG/Organisations humanitaires, 86.1% (contre 37.6% au Canada, 35.4% aux Etats-Unis d'Amérique, 33.8% en France et 26.7% à Porto-Rico).

Comme pour les institutions, les Haïtiennes et les Haïtiens n'ont pas beaucoup de confiance dans les hommes et les femmes politiques appelés à les représenter. En effet, 83.3% des personnes interrogées estiment que les politiciens ne se soucient guère de leur situation (contre 54% en 2015⁸). Par ailleurs, l'enquête de l'OCID en 2015 a démontré que 83% des Haïtiennes et Haïtiens étaient totalement d'accord ou simplement d'accord avec l'opinion selon laquelle les politiciens mentent pour se faire élire. En 2021, plus de 94% d'entre eux sont de cet avis (voir tableau 2). On constate donc une augmentation significative du sentiment de méfiance vis-à-vis des politiques en l'espace de six ans.

Tableau 2: Répartition des personnes interrogées selon leur opinion sur les politiques

| Opinions | Certaines opinions sur les politiques | |
|-----------------------------|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| | Les politiciens ne se soucient pas des gens comme moi (%) | Les politiciens mentent pour se faire élire (%) |
| Totalement d'accord | 48.8 | 71.7 |
| D'accord | 34.5 | 23.1 |
| Pas d'accord | 12.5 | 4.1 |
| Pas du tout d'accord | 4.2 | 1.2 |
| Total | 100.0 | 100.0 |

⁷ World Value Survey (WVS), Wave 7, Q. 73

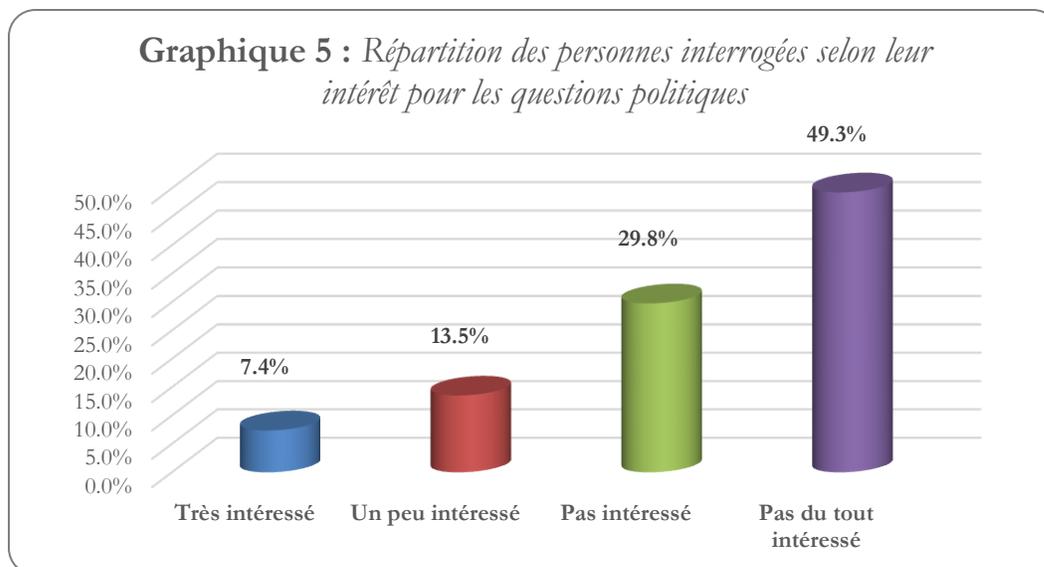
⁸ OCID, *Diagnostic de l'engagement citoyen dans la perspective des élections de 2015 en Haïti*, juillet 2015, p. 11

Quant aux femmes de la petite minorité des plus hardies qui s'engagent en politique en dépit de tous les obstacles structurels, elles doivent affronter, en plus de cette grande méfiance vis-à-vis des politiciens en général, les conséquences négatives de stéréotypes associés aux rôles sociaux de genre qui restent encore tenaces dans la société haïtienne. En effet, plus d'un tiers des sondés (36.8%) sont « tout à fait d'accord ou simplement d'accord » avec l'opinion faisant croire que « les hommes font de meilleurs leaders politiques que les femmes ». De leur côté, les données de la WVS affichent les tendances que voici : Porto-Rico (11.6%), Canada (15.2%), Etats-Unis (15.8%), France (21.9%) et République Dominicaine, bien mauvais élève qu'Haiti (41.1%).

3.2.3 Très peu d'intérêt pour les questions politiques

Comme le démontre le graphique 5, environ 79% des personnes interrogées dans le cadre de cette enquête déclarent n'avoir point d'intérêt pour les questions d'ordre politique, une tendance qui était à 58% en 2015. Seulement 7.4% affirment être très intéressées par la politique (contre 17% en 2015⁹ et 9.1% en 2017¹⁰). Aussi le désintérêt pour les questions politiques a-t-il augmenté de 21%. Ce désintérêt se manifeste davantage chez les hommes que les femmes (56.3% d'hommes pour 42.4% de femmes qui ne sont pas du tout intéressés) ; de même que les adultes sont moins intéressés que les jeunes et les personnes les moins éduqués que celles les mieux éduquées. Il paraît évident que les troubles sociaux politiques, les promesses non tenues par les élus, l'insécurité et le marasme économique ont contribué à changer significativement et négativement le regard des Haïtiennes et des Haïtiens sur la politique.

Figure 5: Répartition des personnes interrogées selon leur intérêt pour les questions politiques



En ce qui concerne l'intérêt des gens pour les questions politiques quant à leur département de résidence, les données montrent quelques différences qui méritent d'être signalées. Pour les personnes déclarant être très intéressées par la politique, le Sud se distingue

⁹ Op. cit., p. 7

¹⁰ Borge y Asociados and IFES-Haïti, *Haïti public opinion survey*, November 2017, p. 3

avec 14.4 % tandis qu'aucun autre département n'atteint 8%. Pour les sondés affirmant n'être pas du tout intéressés par les affaires politiques, le Nord-est vient en tête avec 62.6%, suivi du Nord (54%), de l'Ouest (53.7%) et des Nippes (52.8%). À l'inverse, la proportion de personnes déclarant n'être pas du tout intéressées par la politique est plus faible dans la Grande-Anse (28.2%).

Lorsque l'on considère le niveau d'instruction des sondés, on constate que plus il est élevé, plus l'intérêt pour les questions politiques augmente. En effet, les données du tableau 3 révèlent que 12.3% de ceux qui sont très intéressés aux questions politiques ont atteint un niveau d'étude universitaire 1^e cycle ; alors qu'ils sont respectivement 9.7% pour le niveau technique/professionnel, 6.7% pour le niveau secondaire, 5% pour le niveau primaire/fondamental et 3.9% pour le niveau non-scolarisé ou primaire inachevé. La même tendance est conservée en sens inverse quand il s'agit du pourcentage des sondés affirmant qu'ils ne sont pas du tout intéressés par la politique : 39% des personnes du niveau universitaire, 41.4% de celles du niveau technique/professionnel, 52.2% de celles du niveau secondaire, 53.1% de celles du niveau primaire/fondamental et 56% de celles qui n'ont pas été scolarisés ou n'ont pas achevé le cycle primaire. On peut donc en conclure que la capacité d'accéder à de plus amples informations de qualité et de les mieux traiter influence positivement l'intérêt des citoyennes et des citoyens pour la politique. Certaines données de l'enquête d'IFES précitée tendent à confirmer ladite hypothèse. À la question pourquoi ils ne sont pas intéressés par la politique, 28.9% des sondés ont répondu qu'ils ne l'avaient pas comprise ou qu'ils n'avaient pas assez d'informations la concernant (tandis que 33.5% d'entre eux évoquent comme raison leur méfiance à l'égard des politiciens)¹¹. Bref, plus l'on est instruit, plus l'on prend conscience de l'importance de la politique.

Tableau 3: Répartition des enquêtées selon l'intérêt pour les questions politiques et le niveau d'étude

| Niveau d'étude | Intérêt pour les questions politiques | | | | Total |
|--------------------------------------------------------|---------------------------------------|------------------|---------------|-----------------------|--------|
| | Très intéressé | Un peu intéressé | Pas intéressé | Pas du tout intéressé | |
| Non scolarisé ou Primaire inachevé | 3.9% | 16.0% | 24.1% | 56.0% | 100.0% |
| Primaire achevé ou fondamental (3 ^e cycle) | 5.0% | 12.8% | 29.1% | 53.1% | 100.0% |
| Secondaire | 6.7% | 10.6% | 30.4% | 52.2% | 100.0% |
| Technique ou professionnel | 9.7% | 17.7% | 31.2% | 41.4% | 100.0% |
| Universitaire 1er cycle ou plus | 12.3% | 15.5% | 33.2% | 39.0% | 100.0% |

¹¹ Borge y Asociados and IFES-Haïti, op. cit., p. 4

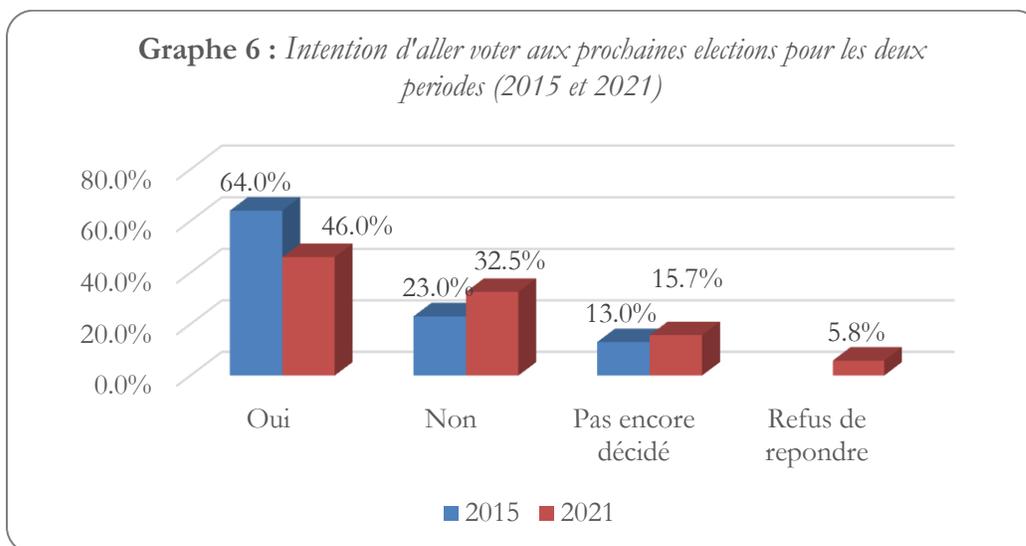
Tout compte fait et en regard des tendances observées dans d'autres pays, le désintérêt des Haïtiennes et des Haïtiens pour la politique bat dangereusement le record peu flatteur de 79% des gens admettant qu'ils « ne sont pas intéressés ou ne sont pas du tout intéressés » par les questions politiques. Selon les données des enquêtes de la WVS déjà évoquées dans ce rapport, cette tendance est de 70%, 63%, 53.9%, 36.4% et 33.6% respectivement pour Porto-Rico, la France, la République Dominicaine, le Canada et les États-Unis.

3.2.4 Déclin significatif de l'intention de vote

À la question s'ils ont ou non l'intention de voter aux prochaines élections, seulement 46 % des sondés ont répondu par l'affirmative (contre 64% en 2015). Encore faut-il tenir compte que les gens sont plus susceptibles à répondre positivement à une telle question, notamment du fait des « effets de désirabilité sociale », c'est-à-dire qu'il est attendu de tout bon citoyen de se rendre aux urnes lors des consultations électorales.

Malgré cela, environ un tiers (32.5 %) des sondés ont répondu catégoriquement n'avoir aucune intention d'aller voter et 15.7% déclarent n'avoir pas encore pris de décision à ce sujet, tandis qu'ils étaient 23% à répondre « non » et 13% à être indécis en 2015¹². Signalons que cette tendance au déclin de l'intention de vote avait été observée en 2017 dans l'enquête commanditée par IFES : 27.8% des sondés affirmaient qu'ils n'auraient pas voté si un scrutin se tenait pour l'heure¹³. À noter que 5.8% des personnes interrogées ont refusé de répondre à cette question.

Figure 6: Intention d'aller voter aux prochaines élections pour les deux périodes (2015 et 2021)



Parmi ceux qui refusent d'aller voter aux prochaines élections, environ 25% expriment tout simplement leur désintérêt pour les élections ; respectivement 22.2% et 14% pensent que les

¹² OCID, op. cit., p. 15

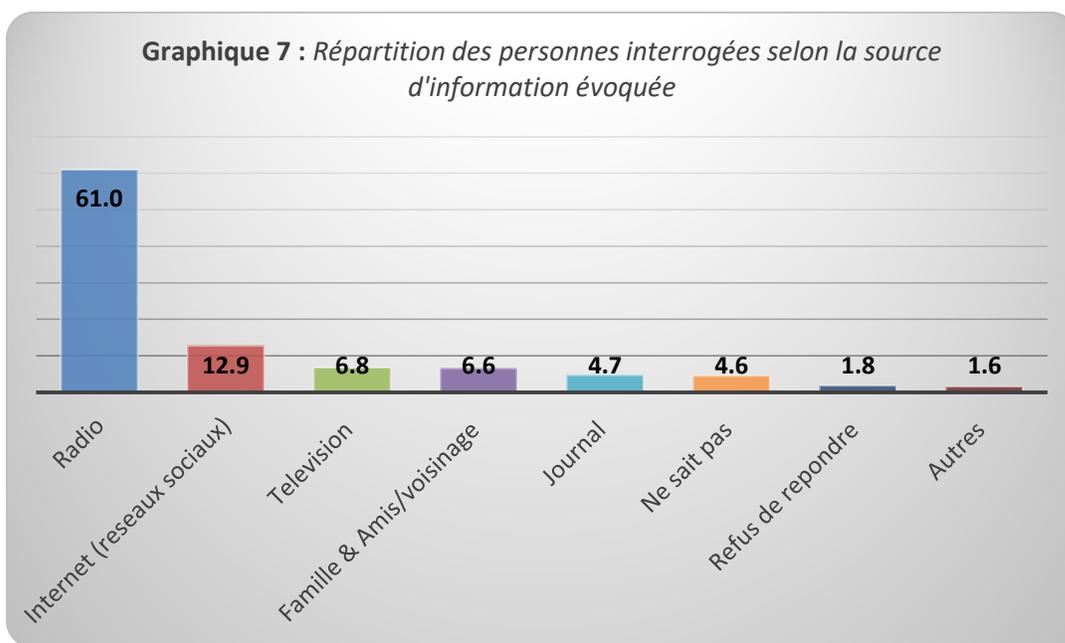
¹³ Borge y Asociados and IFES-Haïti, op. cit., p. 72.

élections ne changeront rien et que leur vote ne sera pas compté. À noter que des causes objectives sont également évoquées pour justifier la décision de ne pas se rendre aux urnes : certaines personnes n'ont pas la nouvelle carte d'identification, tandis que d'autres craignent la violence sévissant dans leur communauté.

3.2.5 Sources d'information sur les questions politiques, dont les élections

Pour se former une opinion éclairée sur les questions politiques et notamment sur les élections, les citoyennes et les citoyens doivent avoir de bonnes informations. Parmi les sources d'informations auxquelles ils peuvent recourir, on peut citer : les stations de radio, les chaînes de télévision, l'Internet (surtout les réseaux sociaux et les agences en ligne), les personnes de leur entourage (parents, amis, collègues, etc.). Tel qu'il apparaît au graphique7, les sondés ont été interrogés à ce sujet, et les sources d'information les plus utilisées pour se renseigner en particulier sur les élections sont la radio avec 60.1 % et l'Internet (plus spécifiquement les réseaux sociaux) avec 12.9 %. Les gens qui utilisent la télévision pour s'informer représentent 6.8 %, tandis qu'ils sont 6.6% à recourir aux personnes de leur entourage et 4.7% aux journaux (presse écrite) pour s'informer en politique.

Figure 7: Répartition des personnes interrogées selon la source d'information évoquée



Il convient de noter que des 4.7% de gens déclarant utiliser les journaux pour s'informer, 59.4% évoquent le quotidien *Le Nouvelliste*, 28.2% *Le National* et 6.5% d'autres journaux. Les utilisateurs de la télé citent respectivement Télévision Caraïbes (37.1%), Télé Ginen (27.1 %), Télévision Nationale d'Haiti ou TNH (20.5 %), Télé Métropole (7%) et autres chaînes de télé (8.3%).

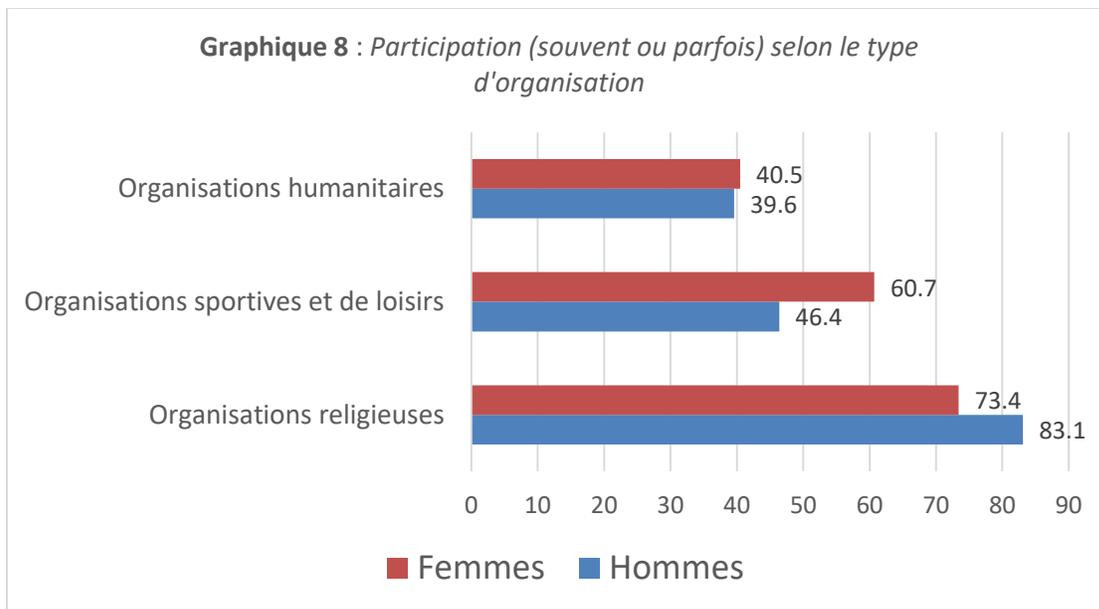
Quant aux stations de radio, les sondés disent recourir à Radio Caraïbes (40.9%), Radio Ginen (27.6%), Radio Zénith (5.9%), Radio Méga (5.1%) et autres radios (7.4%).

Par ailleurs, les données de l'enquête confirment que l'Internet et surtout les réseaux sociaux occupent une place primordiale dans la vie des haïtiens, que ce soit pour se divertir ou pour s'informer. En effet, environ 60 personnes sur 100 déclarent utiliser les réseaux sociaux, 20% d'entre eux consultent les médias en ligne, et 15.6% utilisent le moteur de recherche Google pour trouver des informations. Globalement, les réseaux sociaux constituent une source primordiale d'informations pour les gens en Haïti.

3.2.6 Participation à la vie associative et engagement politique

Il est vrai que, pour une proportion assez significative des répondants, la réponse à la question de savoir à quelle fréquence ils participent à l'une des trois formes d'organisation visées dans l'enquête, est « souvent ou parfois » (78.2% pour les organisations religieuses, 53.6% pour les organisations de loisirs et 40% pour les associations caritatives ou humanitaires). Cependant, le niveau d'engagement politique des sondés reste, à bien des égards, très faible. Même si la tendance à une plus forte implication des femmes dans la vie associative constatée dans l'enquête de 2015¹⁴ n'est pas tout à fait remise en cause, les données de 2021 (voir graphique 8) font état d'une participation des hommes significativement plus importante que celle des femmes aux organisations religieuses (83.1% contre 73.4%).

Figure 8: Participation (souvent ou parfois) selon le type d'organisation



Dans l'optique d'explorer un peu l'engagement politique des citoyennes et des citoyens, l'enquête a cherché à connaître quelle proportion d'entre eux ont déjà pris part au moins une fois à certaines formes de participation politique non traditionnelle (grèves, manifestations pacifiques,

¹⁴ OCID, op. cit., p. 11

protestations sur les réseaux sociaux, pétitions, désobéissance civile, actions directes). Pour ceux et celles qui rapportent en avoir déjà fait l'expérience, les tendances observées sont les suivantes : 12.9% pour la pétition, 17.8% pour les manifestations pacifiques, 23.2% pour les grèves, 14.2% pour les protestations sur les réseaux sociaux, 10% pour les actes de désobéissance civile et 2.4% pour les actions directes (barricades, pneus enflammés, jets de pierre sur véhicules, etc.). Ce sont là des niveaux d'engagement très faibles en comparaison avec ce qu'on observe ailleurs. Si Haïti figure en tête parmi les pays considérés pour ce qui concerne la participation à des grèves (23.2% contre 21.7% au Canada, 16.2% à Porto-Rico, 8.4% en République Dominicaine et 8% aux États-Unis), elle est bien en reste pour les autres formes d'engagement. Par exemple :

- ✓ La signature de pétition est rapportée comme expérience déjà vécue par 14.9% de citoyennes et de citoyens en République Dominicaine, 22.5% à Porto-Rico, 61.8% aux États-Unis, 65.9% en France et 71.1% au Canada ;
- ✓ La participation à des manifestations pacifiques fait partie de l'expérience de 19.7% de citoyennes et de citoyens aux États-Unis, de 20.1% à Porto-Rico, de 26% au Canada, de 26.5% en République Dominicaine et de 37.5% en France.

Par contre, la comparaison des données de la présente enquête avec celle de l'IFES en 2017 font ressortir une évolution significative de la participation à ces formes d'actions politiques : les tendances sont passées de 5% en 2017 à 12.9% en 2021 pour la pétition, de 9.4% à 17.8% pour les manifestations pacifiques et de 8.9% à 23.2% pour les grèves¹⁵.

3.3 Dilemme électoral

Bien qu'une large frange du personnel politique du pays attend d'être renouvelée à travers des élections depuis plus de deux ans déjà, une très forte majorité des citoyennes et des citoyens interrogés au cours de l'enquête croient que la république d'Haïti n'est pas prête en ce moment pour des élections.

3.3.1 Des élections nécessaires, mais jugées inopportunes dans le contexte actuel

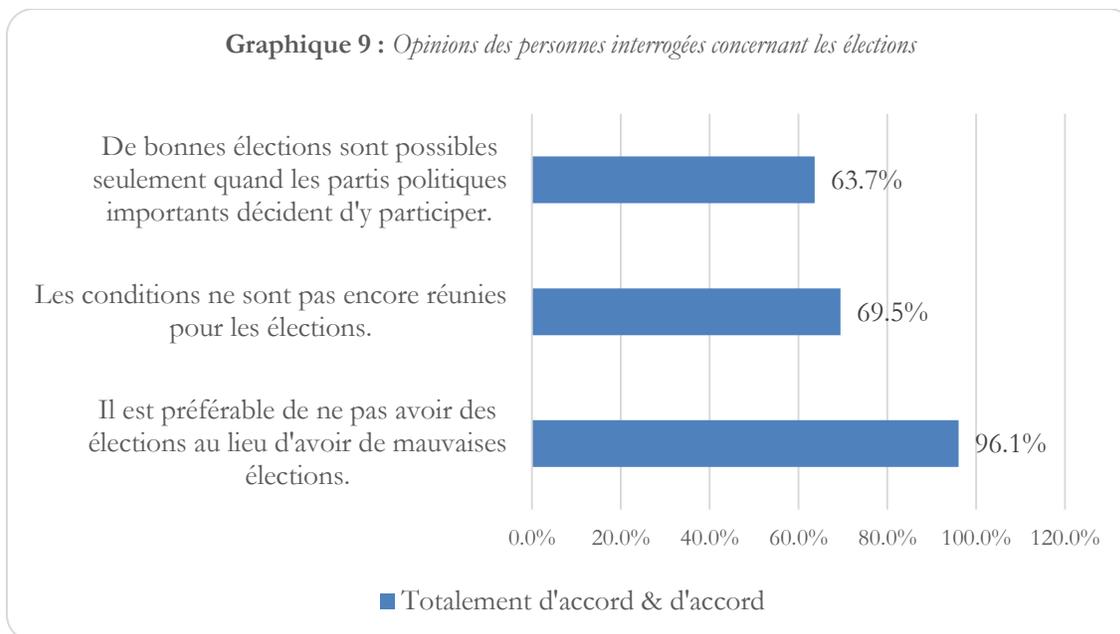
L'enquête a cherché à comprendre ce que pensent les Haïtiens et les Haïtiennes des élections qui devraient se tenir dans le pays pour renouveler le personnel politique. Trois affirmations ont été proposées aux sondés aux fins d'exprimer leur degré d'accord ou de désaccord. Il s'agit des assertions suivantes :

- ✓ Il est préférable de ne pas avoir d'élections au lieu d'en organiser de mauvaises ;
- ✓ Les conditions ne sont pas encore réunies pour la tenue des élections ;
- ✓ De bonnes élections sont possibles seulement quand les partis politiques importants décident d'y participer.

¹⁵ Borge y Asociados and IFES-Haïti, op. cit., pp. 53-55.

Tel qu'il apparaît au graphique 9, une très forte majorité des personnes interrogées croient que la république d'Haïti n'est pas prête en ce moment pour des élections. En effet, 96.1% d'entre elles déclarent préférer la non tenue d'élections à des élections qui ne soient pas crédibles, 69.5% affirment que les conditions ne sont pas encore réunies pour organiser un scrutin et 63.7% estiment que la participation de partis politiques importants est une condition sine qua non pour avoir de bonnes élections.

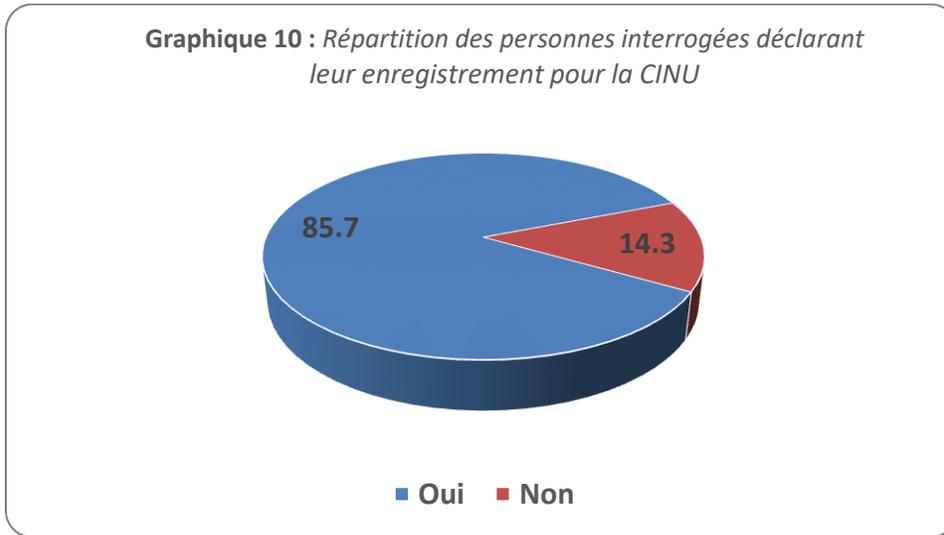
Figure 9: Opinions des personnes interrogées concernant les élections



3.3.2 La question de l'enregistrement des citoyennes et des citoyens par l'ONI

L'enregistrement des citoyennes et des citoyens dans le système d'identification nationale est un préalable à la constitution du registre électoral. Il nous a paru indiqué d'interroger les sondés à ce sujet. Il leur a d'abord été demandé s'ils s'étaient déjà fait enregistrer pour obtenir leur Carte d'identification nationale unique (CINU). En dépit des controverses suscitées par la mise en place du nouveau système à l'Office National d'Identification (ONI) par la firme Dermalog, environ 85.7 % des personnes interrogées déclarent avoir été déjà enregistrées pour la nouvelle carte et 88.7 % d'entre elles disent disposer déjà de leur carte.

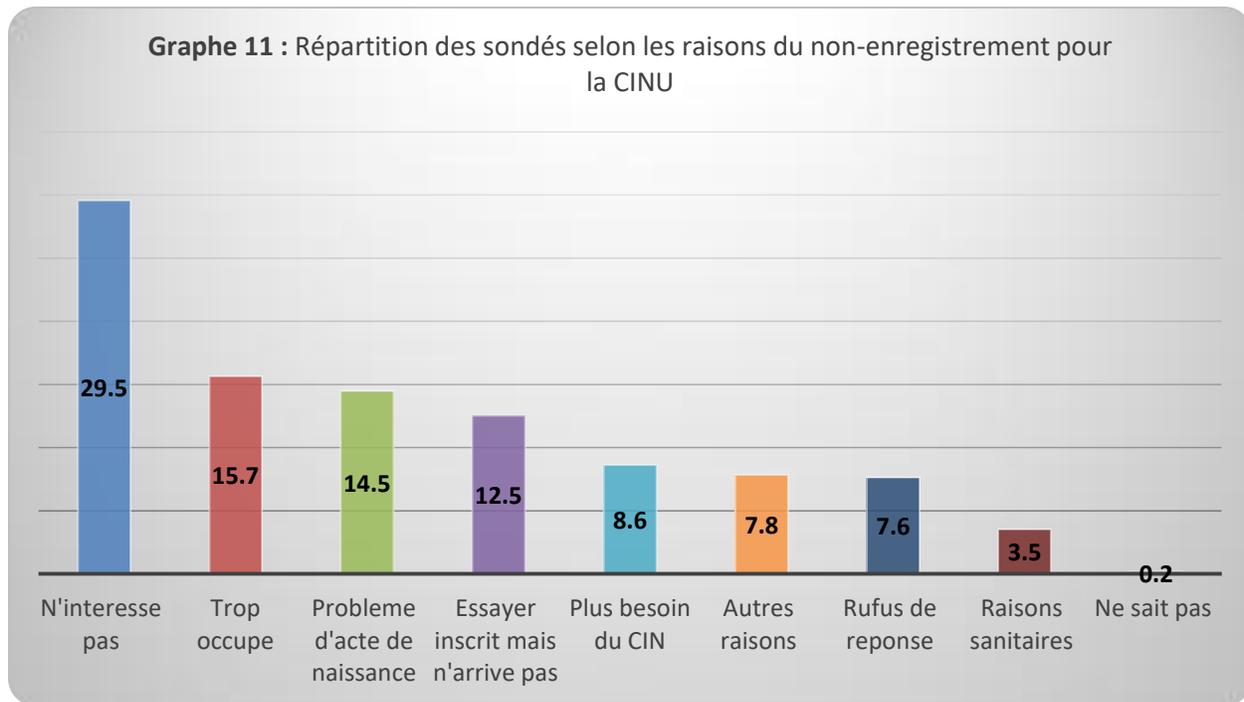
Figure 10: Répartition des personnes interrogées déclarant leur enregistrement pour la CINU



Les 14.3 % des personnes interrogées qui n'ont pas été enregistrées à l'ONI pour la nouvelle Carte d'Identification Nationale Unique (CINU) représentent 511 personnes au total. Elles ont évoqué de multiples raisons de leur non-enregistrement, dont les plus importantes sont les suivantes (cf. graphique 11 ci-dessous) :

- 29.5 % des enquêtées déclarent qu'elles ne sont pas intéressées par la carte ;
- 15.7 % des enquêtées se déclarent trop occupées à aller s'enregistrer pour la carte ;
- Les problèmes liés à l'absence des pièces d'identités telles que l'acte de naissance empêchent 14.5 % des gens de se faire enregistrer pour l'obtention de la carte ;
- 12,3% des gens ont déclaré qu'elles ont essayé de se faire enregistrer mais elles n'arrivent pas, car à certain moment les lignes étaient trop longues.
- 8.6 % déclarent n'avoir pas besoin de la nouvelle Carte d'Identification Nationale (CIN) ;
- 7.8 % des enquêtées ont évoqués d'autres raisons par exemple : elles étaient hors du pays, négligence, mauvaises informations, vote prématuré, etc...
- Il faut dire également que certains répondants ne pouvaient pas donner la raison de leur non-enregistrement, ils représentent environ 7.6% ;
- Enfin, 3,5 % des enquêtées évoquent des raisons de santé pour expliquer leur non-enregistrement.

Figure 11: Répartition des sondés selon les raisons du non-enregistrement pour la CINU



Par ailleurs, des observations relevées par l'OCID, notamment dans le cadre de son programme de suivi de l'environnement politique, tendent à confirmer des craintes exprimées par la plupart des acteurs politiques que le nouveau système d'identification permette d'émettre plusieurs cartes aux mêmes destinataires : 35% des 137 agents de l'ONI interviewés ont confirmé avoir déjà rencontré deux CINU pour une seule et même personne. Cela est d'autant plus critique ces agents n'ont pas eu vraisemblablement pas d'instructions précises pour régler ce problème. Car ils ont rapporté avoir annulé l'une des cartes dans certains cas ou l'une des deux dans d'autres. Pire, ils arrivent même à remettre les deux à leur destinataire, quand ils ne leur en donne une pour retourner l'autre au bureau central¹⁶. Il y a donc une impérieuse nécessité d'un audit technique indépendant système d'identification nationale pour évacuer toutes les suspicions bien avant la tenue tout scrutin. C'est donc le dilemme électoral, qui vient complexifier encore plus la crise politique.

3.4 L'attachement à la démocratie et au pays mis à rude épreuve

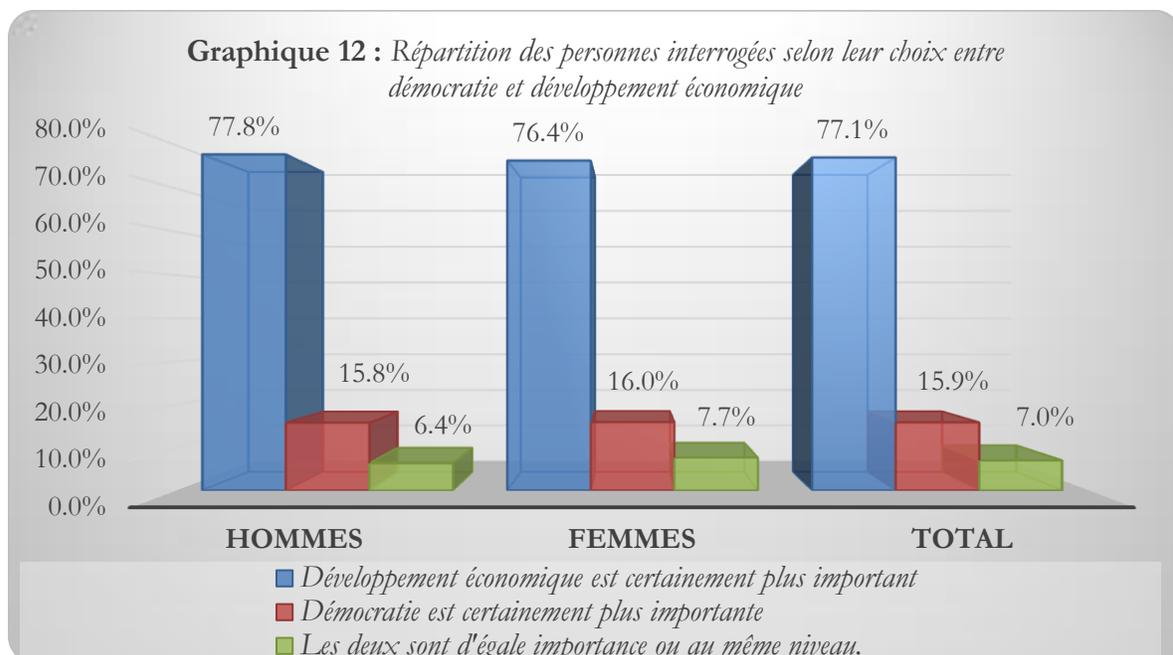
Face à la débâcle institutionnelle entraînée par l'instabilité chronique, les citoyennes et les citoyens semblent abdiquer devant les difficultés de consolidation du système démocratique. Et par voie de conséquence, leur attachement aux valeurs et au système démocratiques en a pris un coup, ne serait-ce que momentanément.

¹⁶ Voir en annexe le *Bulletin de suivi de l'environnement politique et sécuritaire du pays*.

3.4.1 Velléité d'échanger la démocratie contre le développement économique

Dans un pays où les esprits sont surtout préoccupés par la nécessité de survivre face à une insécurité multiforme (civile, sanitaire, alimentaire, économique), où les gens perdent toute confiance dans pratiquement toutes les institutions et où l'intérêt pour les questions politiques est des plus faibles, il n'est pas surprenant que l'attachement des citoyennes et des citoyens à la démocratie soit affecté négativement. C'est ainsi qu'il faut comprendre le choix de plus de trois quarts des sondés (précisément 77.1 %) de préférer le développement économique à la démocratie. Seulement 16% d'entre eux pensent que la démocratie est plus importante, tandis 7% estiment les deux sont d'égale importance, tel que l'illustre le graphique 12 ci-dessous.

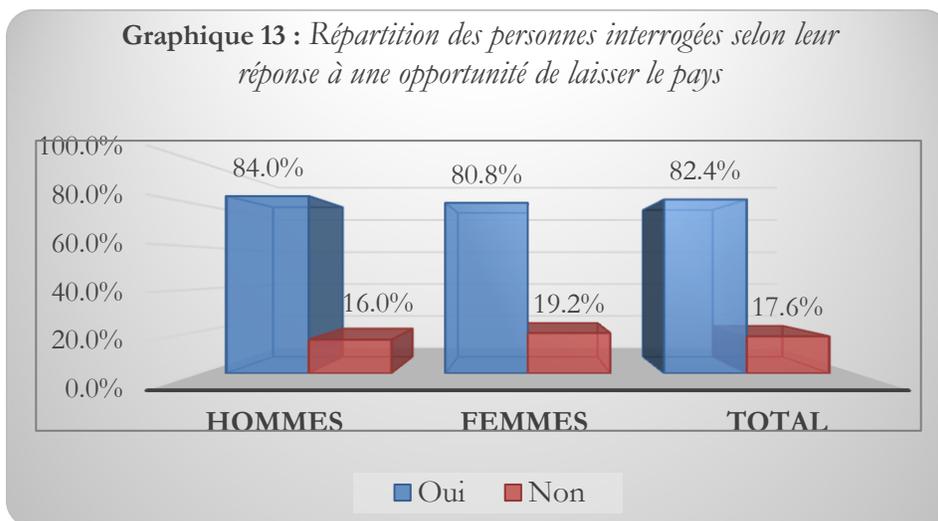
Figure 12: Répartition des personnes interrogées selon leur choix entre démocratie et développement économique



3.4.2 Capitulation des citoyennes et citoyens ou désir de fuir le pays dès que possible

La dégradation continue de leurs conditions de vie, la persistance de l'insécurité, l'instabilité politique récurrente et l'incertitude qui pèse sur l'avenir du pays semblent avoir considérablement diminué l'attachement des Haïtiennes et des Haïtiens à leur terroir. Quand on a demandé aux personnes interrogées si elles décideraient de laisser Haïti au cas où l'opportunité se présentait, 82.4% d'entre elles ont répondu par l'affirmative. Ce désir de fuir le pays est beaucoup plus intense chez les hommes (84%) que chez les (80.8%). Cette différence pourrait s'expliquer, entre autres, par le fait que les hommes sont souvent perçus comme les pourvoyeurs des besoins de la famille, dans une société haïtienne où certaines croyances patriarcales sont assez marquées.

Figure 13: Répartition des personnes interrogées selon leur réponse à une opportunité de laisser le pays



L'analyse multivariée révèle que les plus jeunes des sondés (le groupe des 18 – 24 ans) ont un plus vif désir d'émigrer, en comparaison aux catégories 25 à 44 ans et plus de 45 ans. De même, les Haïtiennes et les Haïtiens avec un niveau moyen d'instruction ont beaucoup plus d'envie de quitter leur pays que les moins et les mieux instruits.

IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les résultats de cette nouvelle enquête de l'OCID portant sur les préoccupations majeures du peuple haïtien et sur ses perceptions de la démocratie ont permis de mettre en lumière un panorama politique, économique, social et sécuritaire, pour le moins, déconcertant. Plusieurs facteurs concourent à fragiliser l'environnement politique pré-électoral, si l'on peut ainsi le dire, puisque le personnel politique du pays attend d'être renouvelé à tous les niveaux depuis de longs mois.

Prise dans la tenaille d'une accablante insécurité, la population haïtienne relègue au second plan ses problèmes économiques, pourtant plus aigus aujourd'hui qu'ils ne l'étaient en 2015. En effet, 62.2% des personnes interrogées estiment que l'insécurité civile (enlèvements et séquestration, prolifération de gangs, banditisme, violence, etc.) est le plus grand problème auquel le pays se trouve confronté en octobre 2021. Une préoccupation qui ne comptait que pour 9% des sondés en 2015, tandis que les problèmes économiques (cherté de la vie, insécurité alimentaire, chômage, pauvreté) y occupaient le premier rang avec 66% des sondés. Pourtant, ce sont seulement 21.5% des répondants qui considèrent le marasme économique comme la priorité aujourd'hui.

Quant aux problèmes politiques (instabilité, absence de gouvernement, non tenue d'élections, etc.), ils ne préoccupent que 9% des personnes interrogées. Rien d'étonnant alors que 96% d'entre elles préfèrent qu'il n'y ait pas d'élections au lieu d'en organiser qui ne soient pas crédibles et que 69.5% d'entre elles soutiennent que les conditions ne sont pas encore réunies pour la tenue des élections.

À cela s'ajoute un niveau d'insatisfaction de la population relativement élevé par rapport à la situation des droits politiques dans le pays (droit de vote, liberté d'opinion et d'expression, liberté de la presse, liberté d'association et de réunion). Pas moins de 76.6% des sondés déclarent être peu

satisfaits ou insatisfaits du respect du droit de vote dans le pays. Ce pourcentage passe à 61.3% pour le droit à la liberté d'opinion et d'expression ; à 59.9% pour la liberté de la presse et à 46.5% pour la liberté d'association et de réunion.

En plus de leur grande insatisfaction de la situation des droits politiques, on constate un très haut niveau de méfiance de la population vis-à-vis des principales institutions en charge de la destinée du pays : le Parlement (95.1%), les Partis politiques (95%), le CEP (90.1%), l'appareil judiciaire (86.2%), par exemple. Les gens n'ont pas non plus confiance dans les politiques qui sont censés les diriger : 83.3% d'entre eux pensent que les politiciens ne se soucient guère de leur sort et 94.8% qu'ils mentent pour se faire élire. En conséquence, 79% d'entre eux déclarent n'avoir point d'intérêt pour les questions politiques. Et, sans surprise, l'intention de vote a chuté de 2015 à 2021, passant de 64% à seulement 46%. Environ 85.7 % des personnes interrogées déclarent avoir été déjà enregistrées pour la CINU et 88.7 % d'entre elles affirment détenir déjà leur carte. Comme on pouvait s'y attendre, plus de trois quarts des sondés (77.1 %) optent pour le développement économique à la place de la démocratie. Enfin, 82.4% d'entre eux sont dans l'expectative pour s'enfuir du pays à la première opportunité qui se présenterait. Le tableau est très peu reluisant.

Parmi les défis révélés par ces résultats, il convient de mentionner les questions lancinantes que voici :

- Comment restaurer la confiance du public dans les différentes catégories d'institutions de la république, en particulier les institutions politiques (Parlement, Partis politiques, Justice par exemple) formant le socle du système démocratique ?
- Comment redonner aux citoyennes et aux citoyens un sentiment de sécurité personnelle ?
- Comment encourager les Haïtiens et les Haïtiennes à se réengager dans les processus politiques qui sont la clé d'un régime démocratique performant ?

Il ressort de ces résultats et des défis susmentionnés que les acteurs politiques et de la société civile haïtienne devraient s'atteler à mettre en œuvre les recommandations suivantes :

- a) Porter les autorités de facto en place à tout mettre en œuvre pour rétablir la sécurité, protéger la population et assurer un climat favorable à l'organisation des prochaines élections ;
- b) Mettre en place des programmes de sensibilisation aux valeurs démocratiques au profit de la population ;
- c) Dégager un très large consensus entre les acteurs pour fixer un cadre normatif minimal devant guider cette période de vide institutionnel par des élections crédibles et démocratiques ;
- d) Développer un programme de relance économique pour soulager la souffrance de la population et réduire l'insécurité alimentaire ;
- e) Inciter les Partis politiques à se démocratiser et à formuler des offres politiques plus crédibles qui pourraient motiver les citoyennes et les citoyens à s'engager dans les processus politiques ;
- f) Envisager des études sociologiques et anthropologiques visant à cerner les diverses causes de la méfiance de la population vis-à-vis des institutions du pays et à produire des recommandations pour y remédier progressivement ;
- g) Engager des actions de socialisation politique à tous les niveaux (écoles, églises, associations, médias, partis politiques, universités) pour améliorer le rapport des Haïtiennes et des Haïtiens à la politique ;

- h) Travailler à l'adoption de pratiques de bonne gouvernance pour redonner confiance à la population dans le système démocratique. Pour ce faire, les acteurs peuvent mettre à profit une Loi sur l'accès à l'information pour combattre l'opacité administrative et des dispositifs de promotion l'intégrité et de l'excellence (notamment dans la fonction publique) basés sur le principe d'émulation positive, de manière à encourager l'émergence de champions individuels et institutionnels que l'Etat récompensera.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Borge y Asociados & IFES-Haïti, *Haiti public opinion survey*, November 2017

Hérold Jean-François, *Citoyenneté et Etat de droit*, Éditions Médiaték, 2017.

OCID, *Diagnostic de l'engagement citoyen dans la perspective des élections de 2015 en Haïti*, juillet 2015

World Values Survey (WVS) Wave 3 (1995-1998). Data, questionnaire, and codebook accessed 2 December 2021, from <https://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWV3.jsp>.

World Values Survey (WVS) Wave 5 (2005-2009). Data, questionnaire, and codebook accessed 2 December 2021, from <https://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWV5.jsp>.

World Values Survey (WVS) Wave 7 (2017-2020), v2. Data and codebook accessed 30 November 2021, from <https://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWV7.jsp>.

ANNEXES

A) Tableaux et données complémentaires

Tableau 4: Répartition de l'échantillon par département et selon le milieu de résidence

| Département | Echantillon de ménages | Urbain | Rural |
|--------------|------------------------|-------------|-------------|
| Artibonite | 604 | 247 | 358 |
| Centre | 247 | 50 | 197 |
| Grand-Anse | 150 | 35 | 114 |
| Nippes | 123 | 23 | 100 |
| Nord | 325 | 165 | 160 |
| Nord-est | 123 | 63 | 61 |
| Nord-ouest | 222 | 63 | 159 |
| Ouest | 1344 | 1122 | 222 |
| Sud | 246 | 55 | 191 |
| Sud-est | 215 | 34 | 182 |
| Total | 3600 | 1858 | 1742 |

Tableau 5: Répartition des personnes interrogées selon le niveau d'étude et le genre

| Niveau | Sexe | | Total |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| | Homme | Femme | |
| Jamais fréquenté l'école ou Primaire inachevé <i>(ou école fondamentale 1^e et 2^{èm} cycle)</i> | 16.1% | 11.8% | 14.0% |
| Primaire ou fondamental <i>(3^e cycle)</i> | 20.2% | 15.4% | 17.8% |
| Secondaire | 34.1% | 35.6% | 34.8% |
| Technique ou professionnel | 9.4% | 13.9% | 11.6% |
| Universitaire 1er cycle ou plus | 16.9% | 20.9% | 18.9% |
| Refus de répondre | 3.4% | 2.4% | 2.9% |
| Total | 100.0% | 100.0% | 100.0% |

Tableau 6: Répartition des personnes interrogées selon le revenu mensuel déclaré et le genre

| Niveau | Sexe | | Total |
|-------------------------|---------------|---------------|---------------|
| | Homme | Femme | |
| Moins de 5 mille Gdes | 13.0% | 11.9% | 12.5% |
| 5 a 10 mille Gdes | 16.3% | 14.5% | 15.4% |
| 10 a 20 mille Gdes | 22.4% | 23.2% | 22.8% |
| 20 a 50 mille Gdes | 16.7% | 19.3% | 18.0% |
| 50 a 100 mille Gdes | 5.1% | 7.4% | 6.2% |
| 100 a 300 milles Gdes | 1.7% | 1.6% | 1.7% |
| Plus que 300 mille Gdes | 0.5% | 0.6% | 0.5% |
| Ne Sait Pas | 18.8% | 16.9% | 17.9% |
| Refus de répondre | 5.5% | 4.5% | 5.0% |
| Total | 100.0% | 100.0% | 100.0% |

Tableau 7: Répartition des personnes interrogées selon la confiance dans les institutions publiques

| Niveau de confiance | Institutions | | | | | |
|----------------------|-----------------------|----------------------|----------------|--------------------|-------------------|------------------------------|
| | <i>Présidence (%)</i> | <i>Parlement (%)</i> | <i>CEP (%)</i> | <i>Justice (%)</i> | <i>Police (%)</i> | <i>Autorités locales (%)</i> |
| <i>Très confiant</i> | 4.6 | 0.9 | 1.5 | 3.1 | 5.1 | 8.7 |
| <i>Confiant</i> | 15.1 | 4.0 | 8.4 | 10.7 | 13.4 | 9.8 |
| <i>Peu confiant</i> | 37.0 | 20.1 | 32.2 | 37.6 | 42.4 | 25.1 |
| <i>Inconfiant</i> | 43.3 | 75.0 | 57.9 | 48.6 | 39.1 | 56.4 |
| Total | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 |

Tableau 8: Répartition des personnes interrogées selon la confiance dans les institutions politiques

| Niveau de confiance | Institutions | | | | |
|-----------------------------|-----------------------|----------------------|----------------|------------------------------|------------------------------|
| | <i>Présidence (%)</i> | <i>Parlement (%)</i> | <i>CEP (%)</i> | <i>Autorités locales (%)</i> | <i>Partis politiques (%)</i> |
| <i>Très confiant</i> | 4.6 | 0.9 | 1.5 | 8.7 | 1.0 |
| <i>Confiant</i> | 15.1 | 4.0 | 8.4 | 9.8 | 4.0 |
| <i>Peu confiant</i> | 37.0 | 20.1 | 32.2 | 25.1 | 28.3 |
| <i>Pas du tout confiant</i> | 43.3 | 75.0 | 57.9 | 56.4 | 66.7 |
| Total | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 |

Tableau 9: Répartition des personnes interrogées selon leur niveau de confiance dans les institutions religieuses

| Niveau de confiance | Institutions | | |
|-----------------------------|------------------------------|---------------------------------|---------------------------|
| | <i>Eglise catholique (%)</i> | <i>Eglises protestantes (%)</i> | <i>Secteur vaudou (%)</i> |
| <i>Très confiant</i> | 14.3 | 18.8 | 6.8 |
| <i>Confiant</i> | 22.3 | 28.6 | 19.1 |
| <i>Peu confiant</i> | 40.9 | 37.7 | 41.9 |
| <i>Pas du tout confiant</i> | 22.5 | 14.9 | 32.3 |
| Total | 100.0 | 100.0 | 100.0 |

Tableau 10: Répartition des personnes interrogées selon leur niveau de confiance dans les autres institutions non étatiques

| Niveau de confiance | Institutions | | |
|-----------------------------|-------------------|----------------|---------------------------------|
| | <i>Médias (%)</i> | <i>ONG (%)</i> | <i>Secteur des affaires (%)</i> |
| <i>Très confiant</i> | 6.1 | 2.4 | 5.4 |
| <i>Confiant</i> | 18.9 | 11.5 | 14.5 |
| <i>Peu confiant</i> | 54.8 | 39.7 | 33.7 |
| <i>Pas du tout confiant</i> | 20.2 | 46.4 | 46.5 |
| Total | 100.0 | 100.0 | 100.0 |

B) Questionnaire d'enquête (version creole)

Sondaj sou Demokrasi an Ayiti 2021 (vèsyon final Kesyonè a)

Idantifikasyon anketè a (Tanpri ekri ak lèt detache klèman):

| | | |
|----|-----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| A | Non Anketè-a | |
| B | Telefòn Anketè-a | |
| Ch | Depatman | 1. <input type="checkbox"/> Wès 2. <input type="checkbox"/> Sidès 3. <input type="checkbox"/> Nò 4. <input type="checkbox"/> Nòdès 5. <input type="checkbox"/> Atibonit 6. <input type="checkbox"/> Sant 7. <input type="checkbox"/> Sid 8. <input type="checkbox"/> Grandans 9. <input type="checkbox"/> Nòdwès 10. <input type="checkbox"/> Nip |
| D | Komin | |
| E | Seksyon kominal/Vil | |
| F | Dat entèvyou a fèt : | |
| G | A kilè entèvyou a kòmanse : | |
| H | A kilè entèviou a fini: | |
| I | Eske entèvyou a fini nèt? : | <input type="checkbox"/> Wi <input type="checkbox"/> Non |

Entwodiksyon

"Bonjou mesye/madàm/Madmwazèl. Mwen rele, e kòlèg mwen an rele Nou se volontè k ap fè yon ankèt pou OCID (Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie), yon rezo òganizasyon nan sosyete sivil la an Ayiti k ap fè pwomosyon demokrasi nan peyi a. OCID ap reyalize yon ankèt nasyonal sou jan sitwayen yo wè sityasyon peyi a nan jou sa yo. N ap pale ak moun nan plizyè kay nan zòn nan. Men nan kay sa, nou ta renmen pale ak

Tanpri, èske ou ka ban nou kèk minit nan tan ou pou n ka poze w kèk kesyon? Nou garanti ou ke repons ou yo pral rete sekre, paske repons tout patisipan yo pral trete ansanm. Kidonk, santi ou alèz pou w di nou sa ou panse reyèlman. "

Kesyon pou nou wè si moun kap reponn nan kapab patisipe nan ankèt la

S1. Èske ou se yon sitwayen ayisyen ki gen 18 an oswa plis?

1. WI
2. NON [Si se non: Pa kontinye. Ale fè yon lòt entèvyou]

K1. Ann kòmanse ak kèk kesyon jeneral. Pa gen repons ki bon oswa ki pa bon. Nou sèlman enterese pou n konnen opinyon w. Daprè ou, ki pi gwo pwoblèm ou panse k ap bwase bil peyi a nan dènye jou sa yo? [Ekri la].

[ekri premye repons li bay la selman]

K2. Mwen pral site pou ou kèk gwoup ak òganizasyon. Pou chak gwoup ak òganizasyon sa yo, tanpri di nou si ou te konn patisipe nan aktivite yo lane pase a. Èske se "souvan", "pafwa", "raman", oswa "ou pa janm" patisipe nan aktivite yo ?

a) Legliz oswa gwoup relijye yo

1. Souvan
2. Pafwa
3. Raman
4. Pa janm
77. Pa konnen **(pa li repons sa)**
99. Refize reponn **(pa li repons sa)**

b) Espò, atizana, oswa òganizasyon lwazi

1. Souvan
2. Pafwa
3. Raman
4. Pa janm
77. Pa konnen **(pa li repons sa)**
99. Refize reponn **(pa li repons sa)**

Ch) Òganizasyon Imanitè oswa charitab

1. Souvan
2. Pafwa
3. Raman
4. Pa janm
77. Pa konnen **(pa li repons sa)**
99. Refize reponn **(pa li repons sa)**

K3. Men kèk deklarasyon moun konn fè pafwa sou Ayiti. Tanpri, di nou si ou "dakò 100%", "dakò", "pa dakò", oswa " Pa dakò ditou " ak chak deklarasyon sa yo:

a) "Pifò moun ka fè lòt konfyans."

1. Dakò 100%
2. Dakò
3. Pa dakò
4. Pa dakò ditou
77. Pa konnen **(pa li repons sa)**
99. Refize reponn **(pa li repons sa)**

b) "Nan sa ki konsènen politik nan peyi Dayiti kounye a, kelkeswa sa m fè, li pa pral fè okenn diferans."

1. Dakò 100%
2. Dakò
3. Pa dakò
4. Pa dakò ditou

77. Pa konnen (**pa li repons sa**)

99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K4. Jiska ki pwen ou te ka di w enterese nan zafè politik peyi-a pou moman sa?

(Li repons yo)

1. Enterese anpil
2. Enterese
3. Enterese yon tikras
4. Pa enterese ditou

77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)

99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K5. Jiska ki nivo ou satisfè ak fason yo respekte dwa politik sa yo nan peyi a ?

[remak pou moun kap poze kesyon yo : pa repete lis repons, sof si sa ta enpotan pou fè]

a) Dwa pou moun vote

1. Satisfè anpil
2. Satisfè
3. Yon tikras satisfè
4. Pa satisfè ditou

77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)

99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

b) Libète lapawòl

1. Satisfè anpil
2. Satisfè
3. Yon tikras satisfè
4. Pa satisfè ditou

77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)

99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

c) Libète asosyasyon ak reyinyon

1. Satisfè anpil
2. Satisfè
3. Yon tikras satisfè
4. Pa satisfè ditou

77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)

99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

d) Libète laprès la

1. Satisfè anpil
2. Satisfè

- 3. Yon tikras satisfè
- 4. Pa satisfè ditou
- 77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
- 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K6. Men kèk ENSTITISYON enpòtan nan peyi Dayiti. Pou chak, di nou kijan ou gen konfyans nan yo. Eske ou gen “anpil konfyans”, “konfyans”, “yon ti kras konfyans”, ou byen “pa gen konfyans ditou” nan yo? [*Si se nesèsè, Anketè a ka sèlman site kategori repons yo*]

a) Lapolis

- 1. Anpil konfyans
- 2. Konfyans
- 3. Yon tikras konfyans
- 4. Pa gen konfyans ditou
- 77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
- 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

b) Medya yo (sa vle di: Radyo, televizyon, jounal, rezososyo)

- 1. Anpil konfyans
- 2. Konfyans
- 3. Yon tikras konfyans
- 4. Pa gen konfyans ditou
- 77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
- 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

ch) Palman an

- 1. Anpil konfyans
- 2. Konfyans
- 3. Yon tikras konfyans
- 4. Pa gen konfyans ditou
- 77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
- 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

d) Konsèy Elektoral Pwovizwa a (KEP)

- 1. Anpil konfyans
- 2. Konfyans
- 3. Yon tikras konfyans
- 4. Pa gen konfyans ditou
- 77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
- 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

e) Prezidan Repiblik la (lè li la)

- 1. Anpil konfyans
- 2. Konfyans
- 3. Yon tikras konfyans
- 4. Pa gen konfyans ditou
- 77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)

99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

f) *Biznis yo oswa sektè prive a*

1. Anpil konfyans

2. Konfyans

3. Yon tikras konfyans

4. Pa gen konfyans ditou

77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)

99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

g) *Lajistis oswa Tribinal yo*

1. Anpil konfyans

2. Konfyans

3. Yon tikras konfyans

4. Pa gen konfyans ditou

77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)

99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

h) *Pati politik yo*

1. Anpil konfyans

2. Konfyans

3. Yon tikras konfyans

4. Pa gen konfyans ditou

77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)

99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

i) *Legliz Pwotestan*

1. Anpil konfyans

2. Konfyans

3. Yon tikras konfyans

4. Pa gen konfyans ditou

77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)

99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

j) *Legliz katolik*

1. Anpil konfyans

2. Konfyans

3. Yon tikras konfyans

4. Pa gen konfyans ditou

77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)

99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

k) *Otorite lokal yo (tankou Meri yo)*

1. Anpil konfyans

2. Konfyans

3. Yon tikras konfyans

4. Pa gen konfyans ditou

77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

l) ONG lokal yo?

1. Anpil konfyans
 2. Konfyans
 3. Yon tikras konfyans
 4. Pa gen konfyans ditou
 77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

m) Sektè vodou a

1. Anpil konfyans
 2. Konfyans
 3. Yon tikras konfyans
 4. Pa gen konfyans ditou
 77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K7. Èske ou te anrejistre pou w gen nouvo kat idantifikasyon an (sa moun yo rele kat Dermalog la) ?

1. Wi → Ale nan K8
 2. Non → Ale nan K7a
 99. Refize reponn (**pa li repons sa**) → Ale nan K8

K7a. [Poze kesyon sa a sèlman si nan K7 la, moun nan te reponn non]. Eske ou ka di nou pou ki rezon ou pa te fè kat la ? **[Anketè: PA li repons yo. Chwazi repons ki pi pre sa patisipan an di a.]**

1. Pa gen ak nesans (batistè)
 2. Twò okipe
 3. Pa te enterese
 4. Pa bezwen kat sa
 5. Te eseye enskri men li pat kapab
 6. Lòt: _____
 77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K8. Si w te ale fè kat la, èske w jwenn li deja?

1. Wi → Ale nan K9
 2. Non → Ale nan K8a
 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K8a. [Poze kesyon sa a sèlman si nan K8 la repons lan te Non]. Eske w ka di nou ki rezon ki fè w poko jwenn kat la ?

[Anketè: PA li repons yo. Chwazi repons ki pi pre sa patisipan an di a.]

1. Twò okipe
 2. Pa te enterese
 3. Lòt: _____
77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K9. Pou eleksyon ki gen pou fèt yo, èske w prevwa ke ou pral vote?

1. Wi → Ale nan K10
 2. Non → Ale nan K9a
 3. Mwen poko deside → Ale nan K10
77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K9a. [Poze keksyon K9a sa a, si respons Q9 lan se non]. *Eske w gen yon rezon ki fè w pap vote?*

[Anketè: PA li repons yo. Chwazi repons ki pi pre sa patisipan an di a.]

1. Pa enterese
 2. Vòt mwen an pap gen enpòtans
 3. Eleksyon p ap ka chanje anyen
 4. Eleksyon yo pa ekitab
 5. Mwen pè vyolans
 6. Mwen pa gen kat elektoral
 7. Lòt: _____
77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K10. Men kèk deklarasyon yo fè sou eleksyon ki pral fèt yo. Pou chak deklarasyon sa yo, di nou si ou : « dakò 100% », « dakò », « pa dakò » ou byen « Pa dakò ditou ».

Pa gen bon ak move repons, tout saw di konte. Nou sèlman enterese konnen saw panse.

a) "Yo di : Pito pa gen eleksyon ditou pase pou gen move eleksyon."

1. Dakò 100%
 2. Dakò
 3. Pa dakò
 4. Pa dakò ditou
77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

b) "Yo di: Eleksyon yo pa akseptab lè anpil moun pa kapab vote."

1. Dakò 100%
 2. Dakò
 3. Pa dakò
 4. Pa dakò ditou
77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

c) "Yo di : Sekirite ta dwe priyorite anvan nou fè eleksyon yo."

1. Dakò 100%
2. Dakò
3. Pa dakò
4. Pa dakò ditou
77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K11. Ki kote ou konn jwenn enfòmasyon ki PI serye sou politik (eleksyon) an Ayiti?

1. Televizyon → Ale nan K11a
2. Radyo → Ale nan K11b
3. Entènèt (Rezososyo yo) → Ale nan K11c
4. Jounal → Ale nan K11d
5. Fanmi ak zanmi/vwazinaj → Ale nan K12
6. Lòt: _____ → Ale nan K12
77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K11a. [Poze kesyon sa a sèlman si repons K11 se televizyon]. *Ki chèn/kanal televizyon?*

[Chwazi selman yon sèl]

1. Tele Ginen
2. Televizyon Nasyonal Dayiti (RTNH)
3. Tele Karayib
4. Lòt: _____ (**Ekri sèlman premye sa li site a**)
77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K11b. [Poze kesyon sa a sèlman si repons K11 se radyo]. *Ki estasyon radyo sa?*

[Chwazi selman yon sèl]

1. Radyo Tele Ginen
2. Radyo Kiskeya
3. Radyo Tele Karayib
4. Lòt: _____ (**Ekri sèlman premye sa li site a**)
77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K11ch. [Poze kesyon sa a sèlman si repons K11 se entènèt]. *Ki sit entènèt sa?*

[Chwazi selman yon sel]

1. Medya anliy
2. Gougòl
3. Rezososyo yo (sa vle di Watsap, Youtoub, Fesbouk, elatriye)
4. Lòt: _____ (**Ekri sèlman premye sa li site a**)
77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K11d. [Poze kesyon sa a sèlman si repons K11 se jounal]. *Ki Jounal sa?*

1. Le Nouvelliste

2. Le National

3. Lòt: _____ (Ekri sèlman premye sa li site a)

77. Pa Konnen (pa li repons sa)

99. Refize reponn (pa li repons sa)

K12. Men yon lis diferan fason ke moun ka enplike yo nan lavi sivik. Pou chak bagay sa yo, silvouplè di nou si ou : “Te fè”, “Ta ka fè”, oswa “pa t ap janm fè” aktivite sa yo :

[Si se nesesè, Anketè a ka sèlman site kategori repons yo]

a) Siyen yon pètisyon

1. Te fè l

2. Ta ka fè l

3. Pa t ap janm fè l

77. Pa Konnen (pa li repons sa)

99. Refize reponn (pa li repons sa)

b) Patisipe nan yon manifestasyon pasifik

1. Te fè l

2. Ta ka fè l

3. Pa t ap janm fè l

77. Pa Konnen (pa li repons sa)

99. Refize reponn (pa li repons sa)

c) Patisipe nan yon grèv

1. Te fè l

2. Ta ka fè l

3. Pa t ap janm fè l

77. Pa Konnen (pa li repons sa)

99. Refize reponn (pa li repons sa)

d) Itilize Rezososyo yo pou w denonse sa ou pa dakò

1. Te fè l

2. Ta ka fè l

3. Pa t ap janm fè l

77. Pa Konnen (pa li repons sa)

99. Refize reponn (pa li repons sa)

e) Patisipe nan zak dezobeyisans sivil pasifik (tankou sispann peye taks pa ekzanp)

1. Te fè l

2. Ta ka fè l

3. Pa t ap janm fè l

77. Pa Konnen (pa li repons sa)

99. Refize reponn (pa li repons sa)

f) Patisipe nan aksyon sa yo tankou: mete barikad, bloke wout, boule kawotchou, kraze vit machin oswa sakaje biwo, elatriye.

1. Te fè l

2. Ta ka fè l

3. Pa t ap janm fè l

77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K13. Moun yo gen yon opinyon diferan sou gason ak fanm nan sosyete a. Pou chak nan deklarasyon sa yo, tanpri di nou si ou menm, PÈSONÈLMAN, ou " Dakò 100%", "dakò", "Pa dakò" oswa "Pa dakò ditou" avèk li: [**Si se nesèsè, Anketè a ka sèlman site kategori repons yo**]

a) " Yo di : Gason yo fè pi bon lidè politik pase fanm yo."

1. Dakò 100%
 2. Dakò
 3. Pa dakò
 4. Pa dakò ditou
 77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

b) " Yo di : Edikasyon pi enpòtan pou ti gason ke pou ti fi."

1. Dakò 100%
 2. Dakò
 3. Pa dakò
 4. Pa dakò ditou
 77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K14. Men kèk bagay moun yo di sou politik an Ayiti. Pou chak , eske ou ka di nou si ou " Dakò 100%", "dakò", "Pa dakò" oswa "Pa dakò ditou"? [**Si se nesèsè, Anketè a ka sèlman site kategori repons yo**]

a) " Yo di : Politisyen yo pa sousye pou moun tankou mwen."

1. Dakò 100%
 2. Dakò
 3. Pa dakò
 4. Pa dakò ditou
 77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

b) " Yo di : Politisyen bay manti pou yo ka jwenn pouvwa (eli)."

1. Dakò 100%
 2. Dakò
 3. Pa dakò
 4. Pa dakò ditou
 77. Pa Konnen (**pa li repons sa**)
 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

K15. Si ou ta gen pou w chwazi ant demokrasi ak devlopman ekonomik, kisa nan 2 bagay sa yo ou t ap di ki pi enpòtan?

1. Devlopman ekonomik definitivman pi enpòtan

- 2. Demokrasi definitivman pi enpòtan
- 3. [Anketè a pa dwe li opsyon sa] Toulède enpòtan menm jan oswa nan menm nivo.
- 77. Pa Konnen (pa li repons sa)
- 99. Refize reponn (pa li repons sa)

K16. Si ou te jwenn opòtinite pou w pati, eske w t ap kite peyi d Ayiti?

- 1. Wi
- 2. Non
- 77. Pa Konnen (pa li repons sa)
- 99. Refize reponn (pa li repons sa)

Anvan nou fini, mwen pral mande w kèk enfòmasyon sou ou, jis pou n ka wè nan ki kategori sitwayen ou wè tèt ou.

K17. [Anketè a pa dwe poze kesyon sila. L ap jis anrejistre sa li obsève a] *Ki sèks moun k ap reponn kesyon yo?*

- Gason
- Fi

K18. Silvouplè, di nou nan ki gwoup laj ou ye, pami sa m pral site la?

- 1. 18 pou rive 24 an
- 2. 25 pou rive 34 an
- 3. 35 pou rive 44 an
- 4. 45 pou rive 54 an
- 5. 55 pou rive 64 an
- 6. Plis ka 65 an
- 99. Refize reponn (pa li repons sa)

K19. Silvouplè, ou ka di nou ki pi wo nivo ou te rive nan lekòl?

- 1. Pa te lekòl oswa pat rive fini lekòl Primè (oubyen lekòl fondamantal 1^e ak 2^{èm} sik)
- 2. Nivo Lekòl Primè oswa Fondamantal (jjiska 3^{èm} sik)
- 3. Nivo segondè
- 4. Nivo teknik oswa pwofesyonèl
- 5. Nivo Inivèsitè 1e sik oswa plis
- 9. Refize reponn (pa li repons sa)

K20. Silvouplè, èske w kapab di nou anviwon konbyen ki depanse pou tout bezwen lakay ou chak mwa, lè w mete tout depans yo ansanm?

(PA JANM LI valè ki anba yo pou moun nan. Jis tcheke nan ki gwoup kòb li di a tonbe)

- 1. Pi piti ke 5,000 Goud (oswa 1,000 dola Ayisyen) pa mwa
- 2. Soti nan 5,000 Goud (oswa 1,000 dola Ayisyen) jis rive nan 10,000 Goud (oswa 2,000 dola Ayisyen) pa mwa

- 3. Soti nan 10,000 Goud (oswa 2,000 dola Ayisyen) jis rive nan 20,000 Goud (oswa 4,000 dola Ayisyen) pa mwa
- 4. Soti nan 20,000 Goud (oswa 4,000 dola Ayisyen) jis rive nan 50,000 Goud (oswa 10,000 dola Ayisyen) pa mwa
- 5. Soti nan 50,000 Goud (oswa 10,000 dola Ayisyen) jis rive nan 100,000 Goud (oswa 20,000 dola Ayisyen) pa mwa
- 6. Soti nan 100,000 Goud (oswa 20,000 dola Ayisyen) jis rive nan 300,000 Goud (oswa 60,000 dola Ayisyen) pa mwa
- 7. Plis pase 300,000 Goud (oswa 60,000 dola Ayisyen) pa mwa.
- 77. Pa konnen (**pa li repons sa**)
- 99. Refize reponn (**pa li repons sa**)

[Anketè: Li sa a bay patisipan yo.]

Mèsi anpil pou koperasyon ou. Repons ou yo ap ede nou konprann pi byen sitiyasyon peyi a nan jou sa yo.

C) Bulletin de suivi de l'environnement politique et sécuritaire

Bulletin de suivi de l'environnement politique et sécuritaire du pays

Période : du 15 septembre au 15 décembre 2021

1. Introduction

Du 15 septembre au 15 décembre 2021, l'Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation (OCID) s'était engagé à faire un suivi systématique des incidents politiques & sécuritaires, des événements politiques, ainsi que du processus d'enregistrement des citoyens/citoyennes mené par l'Office National d'Identification (ONI). L'objectif de ce suivi consistait à fournir aux acteurs clés des données systématiques et de véritables analyses factuelles sur le paysage politique haïtien pouvant faciliter la prise de meilleures décisions dans le contexte de confusion et d'incertitude, plus précisément, depuis l'assassinat du président de la république.

Les données factuelles non exhaustives ont été collectées à travers les dix (10) départements du pays par vingt-six (26) moniteurs et monitrices. La répartition de ces agents mobilisés par département est présentée dans le tableau 1.

Tableau 1 : Répartition des moniteurs et monitrices mobilisé-e-s par département

| Départements | Nombre de moniteurs – monitrices |
|---------------------|---------------------------------------------|
| Artibonite | 3 |
| Centre | 2 |
| Grand-Anse | 2 |
| Nippes | 2 |
| Nord | 3 |
| Nord-Est | 2 |
| Nord-Ouest | 2 |
| Ouest | 5 |
| Sud | 3 |
| Sud-Est | 2 |
| Grand Total | 26 |

Pour collecter les données autour des trois aspects susmentionnés, à savoir: 1) les incidents politiques et sécuritaires ; 2) les événements politiques et ; 3) le processus d'enregistrement des citoyennes et citoyens au niveau des bureaux de l'ONI, les moniteurs et monitrices de l'OCID avaient utilisé une grille leur permettant de noter tous les incidents et événements ainsi que les

détails y relatifs portés à leur connaissance. En ce qui concerne le processus d'enregistrement à l'ONI, ils ont effectué des visites dans un certain nombre de bureaux ; ce qui leur a permis d'interviewer des agents de l'ONI et des citoyens-citoyennes venus y chercher un service au moment de ces visites.

Ce bulletin présente une synthèse des résultats du suivi réalisé au cours de ces quatre (4) derniers mois.

2. Principaux constats

2.1 Des incidents politiques et sécuritaires

Il s'agit globalement de faits, d'évènements fâcheux et imprévisibles qui modifient ou perturbent le déroulement normal des activités quotidiennes de la population. Ces incidents peuvent être, entre autres, des marches, des manifestations, des sit-in, des barricades, des actes de vandalisme affectant des édifices ou des équipements publics, des actes d'insécurité, etc.

Au cours des quatre (4) derniers mois, les moniteurs et monitrices de l'OCID ont recensé, un total de 357 incidents à travers les 10 départements du pays. Le tableau 2 présente la répartition des incidents par département et par période.

Tableau 2 : Répartition des incidents recensés par département et par période

| Département | Nombre d'incidents répertoriés | | | | Total | % |
|--------------------|--------------------------------|------------|-------------|-------------------------------|------------|-------------|
| | 15 au 30 sept. 21 | Octobre 21 | Novembre 21 | 1 ^{er} au 15 déc. 21 | | |
| Artibonite | 6 | 8 | 0 | 4 | 18 | 5% |
| Centre | 8 | 8 | 0 | 6 | 22 | 6% |
| Grand-Anse | 0 | 16 | 6 | 0 | 22 | 6% |
| Nippes | 6 | 5 | 1 | 0 | 12 | 3% |
| Nord | 5 | 60 | 5 | 4 | 74 | 21% |
| Nord-Est | 2 | 2 | 1 | 1 | 6 | 2% |
| Nord-Ouest | 1 | 3 | 0 | 1 | 5 | 1% |
| Ouest | 22 | 44 | 38 | 21 | 125 | 35% |
| Sud | 15 | 35 | 13 | 4 | 67 | 19% |
| Sud-Est | 3 | 1 | 0 | 2 | 6 | 2% |
| Grand Total | 68 | 182 | 64 | 43 | 357 | 100% |

Selon les données du tableau 2, environ 35% des incidents recensés provenaient du département de l'Ouest, suivi du Nord et du Sud avec respectivement 21% et 19%. Le tableau 3 présente une description des principaux incidents répertoriés.

Tableau 3 : Description des incidents

| Description des incidents | Nombre d'incidents | | | | Total | % |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|------------|-------------|-------------------------------|------------|-------------|
| | 15 au 30 sept 21 | Octobre 21 | Novembre 21 | 1 ^{er} au 15 déc. 21 | | |
| Bagarre lors de la distribution de carburant dans des stations d'essence | 3 | 6 | 4 | 2 | 15 | 4% |
| Arrestation de présumés de gangs | 1 | 0 | 1 | 4 | 6 | 2% |
| Barricades & Pneus enflammés | 6 | 107 | 12 | 11 | 136 | 38% |
| Accident de route | 2 | 0 | 3 | 1 | 6 | 2% |
| Kidnapping et tentative de kidnapping | 12 | 4 | 7 | 3 | 26 | 7% |
| Grève/ Dysfonctionnement des institutions et paralysie du transport en commun dans certaines villes du pays | 7 | 20 | 3 | 2 | 32 | 9% |
| Assassinat et/ou tentative d'assassinat | 9 | 3 | 5 | 3 | 20 | 6% |
| Affrontements de bandits avec la police | 7 | 4 | 1 | 3 | 15 | 4% |
| Mouvement de protestation & sit-in | 6 | 29 | 7 | 5 | 47 | 13% |
| Fusillade & détonations | 5 | 4 | 15 | 4 | 28 | 8% |
| Vandalisme affectant des équipements & des édifices publics | 3 | 3 | 4 | 2 | 12 | 3% |
| Incendie de pompes à essence et de maisons de résidence due au stockage de carburant ou à des actes de banditisme & Explosion de citerne à gaz | 7 | 2 | 2 | 3 | 14 | 4% |
| Grand Total | 68 | 182 | 64 | 43 | 357 | 100% |

Selon les données du tableau 3, les barricades & pneus enflammés (38%) constituaient les incidents les plus courants au cours de ces quatre derniers mois. Ils sont suivis des mouvements de protestation & Sit-in (13%), de grèves/ dysfonctionnement des institutions et paralysie du transport en commun dans certaines villes du pays (9%).

Au mois d'octobre 2021, la grève des syndicats des transports les lundi 18 et mardi 19 octobre ainsi que l'arrêt de travail des transporteurs de produits pétroliers observé le 21 octobre ont contribué à l'augmentation des incidents relatifs aux barricades & pneus enflammés à travers les rues de la capitale et de plusieurs villes de province. Ces mouvements ont été initiés pour dénoncer les actes d'insécurité, l'augmentation des cas de kidnapping et la pénurie de carburant dans le pays.

Au cours du mois d'octobre également, les moniteurs et monitrices ont recensé trois (3) cas de kidnapping, mais le nombre de victimes était évalué à une vingtaine environ. Le cas le plus surprenant est l'enlèvement, le samedi 16 octobre, de dix-sept (17) missionnaires nord-américains (dont cinq hommes, sept femmes et cinq enfants), par le gang appelé « 400 Mawozo ». Il y a aussi les incidents liés à l'incendie de pompes à essence et de maisons de résidence due au stockage de carburant et/ ou à des actes de banditisme & Explosion de citerne à gaz qui représentent 4% mais qui ont engendré plus de 150 victimes, la destruction de plusieurs maisons et de véhicules, spécialement, à Trou du Nord et à Cap-Haitien.

Il faut souligner que les incidents liés à des actes d'insécurité représentent, globalement, plus de 27% des incidents recensés par les agents au cours de ces quatre derniers mois. Port-au-Prince, Cap-Haitien, Delmas, Cayes sont les quatre (4) villes du pays les plus touchées par les incidents.

2.1.1 Actions de la police

Selon les constats des moniteurs et monitrices, la Police Nationale d'Haïti (PNH), dont la principale mission consiste à assurer la sécurité publique, la police judiciaire et le maintien de l'ordre sur l'ensemble du territoire de la République d'Haïti, était totalement absente sur les lieux où se sont produits environ 62% des incidents recensés pour la période. La présence de la police a été constatée et celle-ci a réprimandé les auteurs de trouble dans des circonstances liées à 20% des incidents. Elle a, quand même, pu sécuriser les lieux où se sont produits 18% des incidents. Il faut, toutefois, souligner que les données collectées montrent qu'environ 65% des incidents étaient non violents.

2.1.2 Orientation des incidents

Les données collectées par rapport à l'orientation des incidents enregistrés montrent que 50% environ avaient pour principale cible le gouvernement en place. Environ 46% n'avaient pas vraisemblablement pas de caractère politique et seulement 4% étaient de tendance pro-gouvernementale (tableau 4).

Tableau 4: Orientation des incidents

| Orientation des incidents | Nombres d'incidents | % |
|----------------------------------|----------------------------|-------------|
| Anti-gouvernemental | 178 | 50% |
| Incident pro-gouvernemental | 14 | 4% |
| Non-Partisan | 165 | 46% |
| Grand Total | 357 | 100% |

2.2 Des évènements politiques

Les évènements politiques, ce sont des faits qui se sont produits et qui ont une certaine importance (contrairement aux incidents qui sont des événements fâcheux). Ce sont par exemple : des meetings ou réunions, fora, conférences de presse, congrès, ateliers de promotion de la nouvelle constitution, ateliers de sensibilisation électorale, etc.).

Au cours des quatre derniers mois, 250 évènements socio-politiques ont été répertoriés par les moniteurs et monitrices de l'OCID à travers les 10 départements du pays. Le tableau 5 présente la répartition des évènements répertoriés par département.

Tableau 5 : Répartition par département des évènements répertoriés

| Départements | Nombre d'évènements | | | | Total | % |
|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|-------------------------------------------|--------------|----------|
| | (15 au 30 sept. 21) | Octobre 2021 | Novembre 2021 | 1^{er} au 15 décembre 2021 | | |
| | | | | | | |

| | | | | | | |
|--------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|-------------|
| Artibonite | 4 | 3 | - | - | 7 | 3% |
| Centre | 7 | 1 | 2 | 1 | 11 | 4% |
| Grand-Anse | 2 | 28 | 4 | - | 34 | 14% |
| Nippes | 2 | 2 | 10 | 2 | 16 | 6% |
| Nord | 10 | 5 | 13 | 4 | 32 | 13% |
| Nord-Est | 1 | 6 | 3 | 4 | 14 | 6% |
| Nord-Ouest | 3 | 11 | 3 | 3 | 20 | 8% |
| Ouest | 6 | 7 | 15 | 12 | 40 | 16% |
| Sud | 15 | 20 | 27 | 13 | 75 | 30% |
| Sud-Est | 1 | - | - | - | 1 | 0% |
| Grand Total | 51 | 83 | 77 | 39 | 250 | 100% |

Selon les données du tableau 5, environ 30%, 16% et 14% des évènements répertoriés sont respectivement localisés dans les départements du Sud, de la Grand'Anse et du Nord. Il ne fait aucun doute que le tremblement de terre d'août 2021 est à l'origine de beaucoup d'évènements dans les départements du Sud et de la Grand 'Anse durant les 4 derniers mois. Il convient aussi de remarquer que les conditions de sécurité, bien meilleures dans ces départements par rapport à l'Ouest, peuvent également expliquer en partie l'organisation plus fréquente des évènements recensés. La nature de ces évènements entièrement pacifiques est dévoilée dans le tableau 6.

Tableau 6 : Description des évènements

| Description des évènements | Nombre d'évènements | | | | Total | % |
|--------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|------------|-------------|-------------------------------|-------|-----|
| | 15 au 30 sept 21 | Octobre 21 | Novembre 21 | 1 ^{er} au 15 déc. 21 | | |
| Conférences de presse | 18 | 36 | 35 | 13 | 102 | 41% |
| Marche contre l'insécurité | 0 | 0 | 1 | 2 | 3 | 1% |
| Réunions & conférences – débats | 15 | 28 | 25 | 7 | 75 | 30% |
| Assainissement/entretien des routes | 3 | 4 | 0 | 0 | 7 | 3% |
| Sensibilisation électorale | 1 | 2 | 2 | 1 | 6 | 2% |
| Activités sociales, économiques et actions de solidarité entre paysans | 14 | 13 | 2 | 8 | 37 | 15% |
| Installation de ministres et de directeurs généraux & Conseil National de Transition | 0 | 0 | 12 | 6 | 18 | 7% |

| | | | | | | |
|----------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|-------------|
| Evènement artistique | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 1% |
| Total | 51 | 83 | 77 | 39 | 250 | 100% |

2.2.1 Orientation des évènements

Quant à l'orientation des évènements recensés durant les 4 derniers mois, les données du tableau 7 montrent que la grande majorité (environ 62%) ne revêtait pas de caractère politique. Toutefois, nous avons noté que 18% s'inscrivaient dans le cadre des actions visant à dénoncer la mauvaise gouvernance du pouvoir en place.

Tableau 7 : Orientation des évènements

| Orientations des évènements | Nombre d'évènements | | | | Total | % |
|-----------------------------|---------------------|--------------|---------------|---------------------------------|------------|-------------|
| | 15 au 30 sept 21 | Octobre 2021 | Novembre 2021 | 1 ^{er} au 15 déc. 2021 | | |
| Anti-gouvernemental | 12 | 15 | 13 | 5 | 45 | 18% |
| Pro-gouvernemental | 8 | 10 | 18 | 15 | 51 | 20% |
| Sans caractère politique | 31 | 58 | 46 | 19 | 154 | 62% |
| Grand Total | 51 | 83 | 77 | 39 | 250 | 100% |

2.3 Du processus d'enregistrement des citoyens-citoyennes aux bureaux de l'ONI

Les 26 moniteurs et monitrices de l'OCID ont effectué un total de 381 visites dans les bureaux de l'ONI au cours des quatre derniers mois. Le tableau 8 présente la répartition du nombre de bureaux visités par département et par période.

Tableau 7 : Répartition du nombre de bureaux de l'ONI visités par département et par période

| Département | Nombre de bureaux de l'ONI visités | | | | Total |
|-------------|------------------------------------|--------------|---------------|---------------------------------|-------|
| | 15 au 30 sept 21 | Octobre 2021 | Novembre 2021 | 1 ^{er} au 15 déc. 2021 | |
| Artibonite | 3 | 8 | 15 | 1 | 27 |
| Centre | 8 | 13 | 13 | 13 | 47 |
| Grand-Anse | 13 | 11 | 13 | 12 | 49 |

| | | | | | |
|--------------------|-----------|-----------|------------|-----------|------------|
| Nippes | 4 | 1 | 5 | 4 | 14 |
| Nord | 10 | 9 | 15 | 11 | 45 |
| Nord-Est | 6 | 5 | 5 | 5 | 21 |
| Nord-Ouest | 1 | 11 | 10 | 9 | 31 |
| Ouest | 16 | 18 | 19 | 16 | 69 |
| Sud | 19 | 16 | 18 | 16 | 69 |
| Sud-Est | 3 | 1 | 4 | 1 | 9 |
| Grand Total | 83 | 93 | 117 | 88 | 381 |

La grande majorité des bureaux visités, soit environ 95%, sont localisés au centre-ville des communes.

2.3.1 Situation des bureaux de l'ONI au moment des visites

Au moment des visites, en moyenne 12% des bureaux ont été fermés et 24%, bien qu'ouverts n'étaient pas opérationnels.

Tableau 8 : Situation des bureaux de l'ONI au moment des visites

| Situation des bureaux de l'ONI au moment des visites | Nombre de bureaux | | | | Total | % |
|------------------------------------------------------|-------------------|--------------|---------------|---------------------------------|------------|-------------|
| | 15 au 30 sept 21 | Octobre 2021 | Novembre 2021 | 1 ^{er} au 15 déc. 2021 | | |
| Fermé | 9 | 19 | 9 | 10 | 47 | 12% |
| Ouvert et opérationnel | 6 | 67 | 101 | 69 | 243 | 64% |
| Ouvert, mais non opérationnel | 68 | 7 | 7 | 9 | 91 | 24% |
| Grand Total | 83 | 93 | 117 | 88 | 381 | 100% |

Les raisons de la fermeture de ces bureaux sont diverses. Pour plus de la moitié (55%), ils sont fermés tout simplement parce que les employés ne s'étaient pas présentés à leur poste de travail. Selon les données du tableau 9, les problèmes de carburant, de grève/manifestations et de l'insécurité ont été, respectivement, les principales causes de la fermeture de 17 %, 11% et 9% des bureaux, en moyenne.

Tableau 9 : Répartition des principales raisons de la fermeture de certains bureaux au moment de la visite des moniteurs-trices

| Raisons de la fermeture | Nombre de bureaux | Total | % |
|-------------------------|-------------------|-------|---|
|-------------------------|-------------------|-------|---|

| des bureaux | 15 au 30 sept 21 | Octobre 2021 | Novembre 2021 | 1 ^{er} au 15 déc. 2021 | | |
|------------------------------------------------|------------------|--------------|---------------|---------------------------------|-----------|-------------|
| Problème de carburant & d'électricité | 1 | 3 | 3 | 1 | 8 | 17% |
| Matériels en panne (ordinateur & caméra, etc.) | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2% |
| Grèves & Manifestions | 0 | 4 | 0 | 1 | 5 | 11% |
| Insécurité | 0 | 2 | 0 | 2 | 4 | 9% |
| Pas d'employés présents | 5 | 10 | 5 | 6 | 26 | 55% |
| Problème de locaux pour loger le bureau | 2 | 0 | 1 | 0 | 3 | 6% |
| Grand Total | 9 | 19 | 9 | 10 | 47 | 100% |

Pour ce qui concerne les bureaux ouverts mais non opérationnels, 48% le sont, en moyenne, à cause du problème de carburant, 25% à cause de la grève & des manifestations, 20% parce que des employés-es étaient absent-e-s et 7% à cause des matériels qui sont tombés en panne.

Il est important de souligner qu'en dépit de la fermeture ou du dysfonctionnement de certains bureaux, les moniteurs et monitrices ont noté la présence de plusieurs citoyens et citoyennes venus chercher un service au niveau de ces bureaux.

2.3.2 Interview avec les agents des bureaux de l'ONI visités

Les agents de l'ONI des bureaux ouverts et opérationnels qui acceptaient de fournir quelques informations aux moniteurs et monitrices sur le fonctionnement desdits bureaux représentent en moyenne 56%. Selon les données du tableau 10, les agents les plus réfractaires se trouvent dans le département du Centre.

Tableau 10 : Distribution par département du nombre de bureaux dont leurs agents acceptaient de fournir des informations

| Département | Nombre de bureaux dont leurs agents acceptent de fournir des informations | | | | Total |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------|---------|----------|-------------------------------|-------|
| | 15 au 30 sept. | Octobre | Novembre | 1 ^{er} au 15 déc. 21 | |
| Artibonite | 1 | 6 | 9 | 0 | 16 |
| Centre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Grand-Anse | 8 | 5 | 8 | 8 | 29 |

| | | | | | |
|--------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|
| Nippes | 2 | 1 | 4 | 4 | 11 |
| Nord | 0 | 3 | 11 | 10 | 24 |
| Nord-Est | 2 | 2 | 2 | 0 | 6 |
| Nord-Ouest | 0 | 7 | 10 | 5 | 22 |
| Ouest | 4 | 3 | 7 | 1 | 15 |
| Sud | 6 | 0 | 3 | 2 | 11 |
| Sud-Est | 0 | 0 | 3 | 0 | 3 |
| Grand Total | 23 | 27 | 57 | 30 | 137 |

Les agents interviewés (68% hommes et 32 % femmes) occupent, respectivement, les postes d'opérateur-opératrice de saisie (83%) et de responsable en chef de bureau (17%).

Quant aux agents (environ 44%) refusant d'accorder des interviews aux moniteurs-monitrices, la raison de leur refus s'explique du fait qu'ils ont reçu l'ordre formel de ne communiquer aucune information sans l'autorisation expresse de la direction centrale de l'ONI.

2.3.3 Distribution des CINU et enregistrement des citoyens et citoyennes

Dans plusieurs bureaux de l'ONI, le nombre de CINU disponibles attendant que leurs détenteurs/détentrices viennent les récupérer était difficile à déterminer. Néanmoins, les données recueillies par nos moniteurs et monitrices lors de leurs visites font état de d'environ 37300 CINU disponibles dans 23 bureaux au mois de septembre, de 28000 environ en octobre au niveau de 27 bureaux, d'environ 40000 au mois de novembre pour 57 bureaux et d'environ 22000 dans 30 bureaux au mois de décembre 2021.

Tableau 11 : Nombre approximatif de CINU disponibles dans les bureaux de l'ONI

| Période | Nombre approximatif de CINU disponibles dans les bureaux dont leurs agents avaient accepté de fournir des informations |
|-------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 15 au 30 septembre 2021 | 37,300.00 |
| Octobre 2021 | 28,000.00 |
| Novembre 2021 | 40,000.00 |
| 1 ^{er} au 15 décembre 2021 | 22,000.00 |

La distribution des CINU disponibles se fait très lentement dans les bureaux de l'ONI. Environ, 47% des agents affirment n'avoir entrepris aucune action pour informer les bénéficiaires à venir réclamer leur CINU. Pour les autres 53%, les actions souvent entreprises se résument aux annonces à la radio, à l'église ou à l'utilisation des mobiles ou encore des appels téléphoniques pour informer les citoyens et citoyennes de la disponibilité de leur CINU.

2.3.4 Problème du double enregistrement

Le double enregistrement est un problème majeur dans le processus d'identification dans le pays. C'est un argument valable pouvant être utilisé pour remettre en question la crédibilité du système. En moyenne 35% des 137 agents interviewés avaient confirmé qu'ils ont déjà rencontré deux CINU pour une seule et même personne. Quant à la fréquence de cette découverte, 53% le font rarement, environ 24 % rencontrent souvent ce problème et le reste (environ 23%) a déjà rencontré ce problème une seule fois. Au moment de ces découvertes, la décision majoritairement prise (65%) est l'annulation de l'une des deux CINU, environ 21% annulent les deux et refont la CINU pour la personne concernée ; 10 % ont remis l'un des deux CINU et ont retourné l'autre au bureau central et environ 4% des agents ayant rencontré ce problème, ont remis les deux CINU à leur propriétaire.

Nous pouvons, malheureusement, noter que les décisions prises par les agents ne sont pas toujours uniformes face au problème du double enregistrement.

2.3.5 Avis des citoyens et citoyennes rencontrés dans les bureaux

Au cours de leurs visites aux bureaux de l'ONI, les moniteurs et monitrices de l'OCID ont rencontré plusieurs citoyens et citoyennes venus chercher un service. Ces rencontres se font surtout dans les bureaux ouverts et opérationnels, mais également dans quelques bureaux ouverts mais non-opérationnels. Parmi les personnes rencontrées dans les bureaux, 945 ont été interviewées par les moniteurs et monitrices de l'OCID. La majorité, soit 54% ont été des femmes et 46% des hommes. La répartition des interviewés par département est présentée dans le tableau 12.

Tableau 12 : Répartition des personnes interviewées par département

| Département | Nombre de personnes interviewées | | | | Total |
|-------------|----------------------------------|--------------|---------------|---------------------------------|-------|
| | 15 au 30 sept 21 | Octobre 2021 | Novembre 2021 | 1 ^{er} au 15 déc. 2021 | |
| Artibonite | 12 | 32 | 60 | 0 | 104 |

| | | | | | |
|--------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Centre | 26 | 30 | 39 | 29 | 124 |
| Grand-Anse | 17 | 17 | 20 | 18 | 72 |
| Nippes | 18 | 4 | 20 | 16 | 58 |
| Nord | 14 | 23 | 21 | 32 | 90 |
| Nord-Est | 20 | 17 | 19 | 18 | 74 |
| Nord-Ouest | 2 | 13 | 14 | 5 | 34 |
| Ouest | 62 | 44 | 46 | 48 | 200 |
| Sud | 60 | 32 | 49 | 34 | 175 |
| Sud-Est | 6 | 2 | 2 | 4 | 14 |
| Grand Total | 237 | 214 | 290 | 204 | 945 |

Comme indiqué dans le tableau 12, environ 21 % de personnes interviewées se trouvent dans le département de l'Ouest, suivi du Sud qui représente 19%. Les services sollicités par les interviewés sont classés en trois catégories présentées dans le tableau 13.

Tableau 13 : Répartition des personnes interviewées selon le service sollicité

| Service recherché à l'ONI | Nombre de personnes Interviewées | | | | Total | % |
|------------------------------------|----------------------------------|--------------|---------------|---------------------------------|------------|-------------|
| | 15 au 30 sept 21 | Octobre 2021 | Novembre 2021 | 1 ^{er} au 15 déc. 2021 | | |
| Chercher ma CINU | 132 | 130 | 150 | 96 | 508 | 54% |
| Faire ma CINU | 101 | 80 | 134 | 101 | 416 | 44% |
| Corriger ma CINU & Refaire ma CINU | 4 | 4 | 6 | 7 | 21 | 2% |
| Grand Total | 237 | 214 | 290 | 204 | 945 | 100% |

Les données du tableau 13 montrent que plus de la moitié des personnes interviewées (54%) sont venues chercher leur CINU, 44% venaient faire leur CINU et 2% sont venues corriger et refaire leur CINU.

En effet, parmi les 945 personnes interviewées, environ 330, soit 35% sont venues aux bureaux de l'ONI plus d'une fois pour le même service. Le tableau 14 présente la répartition des 330 interviewés selon le nombre de fois venus aux bureaux de l'ONI pour le même service.

Tableau 14 : Répartition des 330 interviewés selon le nombre de visites aux bureaux de l’ONI pour le même service

| Nombre visites aux bureaux de l’ONI | Nombre d’interviewés | % |
|-------------------------------------|----------------------|-------------|
| Deux | 154 | 47% |
| Trois | 98 | 30% |
| Quatre | 52 | 16% |
| Plus de quatre | 26 | 8% |
| Grand Total | 330 | 100% |

Parmi les interviewés qui sont déjà venus pour le même service aux bureaux, environ 47% sont à leur deuxième visite, 30% sont venus pour la troisième fois, 16% pour la quatrième fois et 8% le font plus que quatre fois. Le tableau 15 indique les problèmes pour lesquels ces citoyens et citoyennes venaient plus qu’une fois aux bureaux de l’ONI.

Tableau 15: Répartition des problèmes ayant exigé plusieurs visites aux bureaux de l’ONI

| Problèmes exigeant plusieurs visites aux bureaux de l’ONI | Nombre de personnes concernées | % |
|-----------------------------------------------------------|--------------------------------|-------------|
| Problème dans son acte de naissance | 15 | 5% |
| La CINU n’est pas disponible | 263 | 80% |
| Refaire une CINU perdue | 9 | 3% |
| Correction de nom | 14 | 4% |
| Problème d’internet /d’électricité au bureau | 23 | 7% |
| L’ordinateur est en panne | 6 | 2% |
| Grand Total | 330 | 100% |

3. Conclusion et recommandations

Les principaux constats réalisés à partir de l’analyse de l’ensemble des données collectées au cours des quatre derniers mois sont :

- 1) La situation sécuritaire est très préoccupante à travers tout le pays ;

- 2) Les conditions de stockage et de distribution de carburant constituent un danger imminent pour la population ;
- 3) Polarisation croissante de l'environnement politique ;
- 4) Manque d'efficacité du système de distribution des CINU disponibles ;
- 5) Questionnement de la fiabilité du système d'enregistrement à l'ONI, compte tenu des situations de double enregistrements rapportées ;
- 6) Manque d'efficacité du système pour rendre disponible dans un délai raisonnable les CINU ;
- 7) Manque de transparence dans le fonctionnement des bureaux de l'ONI (problème de rétention de l'information, d'opacité administrative).

Au regard de ces constats, l'OCID invite les autorités en place à :

- 1) Créer les conditions nécessaires pour le rétablissement d'un climat de sécurité dans le pays ; ce qui favoriserait la relance des activités économiques et le processus électoral devant aboutir à l'élection de dirigeants légitimes ;
- 2) Adopter des mesures pour résorber la crise de pénurie de carburant et minimiser les risques liés à sa distribution qui mettraient en péril la vie et les biens de la population ;
- 3) Engager un audit du système d'identification nationale avec l'implication de la société civile avant d'engager tout processus électoral dans le pays.